

M. SABRY

Mémoire d'Arabi-Pacha

A SES AVOCATS

TRADUIT DE L'ORIGINAL ET ANNOTÉ

*Thèse complémentaire de Doctorat ès Lettres
Présentée
à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

1924

M. SABRY

Mémoire d'Arabi-Pacha

A SES AVOCATS

TRADUIT DE L'ORIGINAL ET ANNOTÉ

*Thèse complémentaire de Doctorat ès Lettres
Présentée
à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

1924



A M. AUGUSTIN BERNARD

HOMMAGE D'AFFECTUEUSE RECONNAISSANCE

INTRODUCTION

Ce plaidoyer présenté, sous forme de mémoire, par Arabi-Pacha à ses avocats, n'a pas été publié en arabe. Tout au plus en trouve-t-on quelques extraits dans l'ouvrage de Sirhank pacha, intitulé : *Tarikh Doual-El-Bihares* (Histoire des puissances maritimes).

M. A. Broadley, l'avocat chargé par M. Wilfrid Scawen Blunt de défendre Arabi et ses compagnons, en donna dans la *Nineteenth Century* de décembre 1882, un résumé intitulé : *Instructions to my Counsel*. Il écrivait à ce propos : « Au cours d'une entrevue, le dimanche 22 octobre, Arabi proposa de nous faire un exposé écrit de son cas. Il se mit à le rédiger, le même jour, sans s'aider de mémoires ou de documents quelconques. Il acheva le travail le soir du samedi suivant et le signa : Ahmed Arabi, l'Egyptien. Un résumé de la traduction de l'original — qui est en langue arabe — est ce que je puis à présent offrir au public. »

Malheureusement, le résumé donné par M. Broadley dans la revue en question ne répondait pas à l'attente générale. Il dénote chez le traducteur une connaissance superficielle de la langue arabe. Le texte anglais est parfois en contradiction avec le texte arabe, et la relation d'Arabi s'en trouve déformée et comme mutilée (1).

(1) Nous voulons donner, à titre d'exemple, la traduction littérale d'un passage de la traduction anglaise concernant la démission du ministère Chérif : « La commission constituée pour étudier les règlements militaires, ayant recommandé certaines réformes et le ministère opposé à celles-ci, Chérif pacha et tous ses collègues donnèrent leur démission. »

Or voici la traduction exacte du passage en question d'après l'original :

« ... Des lois équitables furent établies pour l'armée. Mais à la suite d'un désaccord survenu entre le ministère et la Chambre, Chérif pacha donna sa démission. »

On sait que la question du budget fut à l'origine de ce désaccord.

Nous nous devions à nous-même et nous devions à la vérité de rétablir, avec le seul souci de l'exactitude, le texte de cet exposé, ou plutôt *la pensée d'Arabi dans son intégralité*. Pour y arriver, nous n'avons pas hésité, en attendant la publication de l'original, que nous nous proposons de faire ultérieurement (1), à élaguer un peu la forme, en certains endroits, afin d'éclaircir cette pensée et de la rendre intelligible au génie français fait de clarté.

Ce mémoire est d'autant plus intéressant qu'il soulève certains coins de voile. Non seulement Arabi y est peint sur le vif par lui-même, mais on y retrouve encore l'atmosphère de ces événements mémorables.

Ce récit sincère, entaché parfois de quelques inexactitudes et mal écrit, nous montre l'homme qui semblait être le maître des destinées de l'Egypte tel qu'il était, non pas illettré, ou simple aventurier militaire, mais humanitaire trop confiant dans les hommes, altéré de justice et d'idéal, peu au courant de la diplomatie, d'une culture assez rudimentaire, mais intelligent et suffisamment doué de bon sens.

L'un de ses compagnons, Ahmed bey Rifaat, ancien directeur du Bureau de la Presse, déclarait à M. Broadley : « Arabi n'était ni un grand diplomate, ni un habile politicien; il n'était même pas capable, comme chef militaire, de résister aux forces supérieures de l'Angleterre. Mais, comme Egyptien, réellement honnête et nullement ambitieux, il était en mesure de conduire ses compatriotes dans leur croisade pour la justice. »

Nul doute qu'Arabi n'ait été un sincère patriote, un honnête modéré dans toute l'acception du terme. Mais on peut se demander s'il a réellement toujours réussi à maîtriser le courant révolutionnaire. Nous ne le croyons pas. Dépouvu d'esprit politique et peu versé dans les intrigues de la diplomatie européenne, il se laissait souvent dépasser par les événements. En second lieu, il lui manquait ce caractère qui résiste à l'enivrement du triomphe, à la flatterie des partisans, et que la défaite n'entame pas. Un exemple entre mille le montre sous son vrai jour. Au moment où allait se livrer

(1) L'original dont nous possédons une copie se trouve aux archives du ministère de la justice, au Caire.

la bataille décisive de Tel-el-Kebir (c'était dans la nuit du 13 au 14 septembre 1882), Arabi, entouré de courtisans qui vantaient son héroïsme et de cheiks musulmans, faisait la prière (zikr). Cependant, les soldats ennemis pénétraient dans les lignes avancées sans coup férir, grâce à la trahison d'Aly Youssef, commandant de la cavalerie et des *Arabes* qui avaient toute la confiance d'Arabi.

Enfin l'entourage d'Arabi était surtout formé d'officiers naturellement portés à l'exagération et à l'extrémisme. Toutefois, leur politique était souvent contrebalancée par celle de Mahmoud Sami et de Mohammed Abduh, cerveau régulateur d'un mouvement que des adversaires intéressés, postés dans les coulisses, cherchaient à précipiter dans le désordre.

La première partie de ce mémoire traite des événements qui précédèrent la guerre. Elle nous est particulièrement précieuse, car elle donne, grâce à d'abondants détails, l'impression de cette *insécurité* qui pesait si lourdement sur la vie des Egyptiens, de cette insécurité qui créait chez eux depuis le règne d'Ismail, cet amour de la Loi dont ils souhaitaient tant l'établissement pour les protéger contre l'injustice. Ils voulaient, d'une part, de même que les républicains français du Second Empire, « la liberté individuelle désormais placée sous l'égide des lois et non soumise au bon plaisir et à l'arbitraire administratifs » et, d'autre part, la liberté *collective* comme peuple.

Toutefois, ce mémoire fait timidement allusion à l'immixtion étrangère et à ses conséquences. Arabi semble uniquement s'acharner à faire le procès de Tewfick et des Turco-Circassiens ennemis de l'intérieur. Sur ce point, il y a unanimité d'opinion, même chez les Anglais le plus imbus de l'idée impérialiste. Tous s'accordent à dire que le Khédive et le parti circassien étaient plus ou moins responsables de la tournure prise par les événements.

Cependant un fait capital domine dans ce mémoire. Arabi réfute l'idée de rébellion et fournit maintes preuves à l'appui de sa thèse. On trouvera dans l'ouvrage de M. Broadley, *How we defended Arabi and his friends*, Londres 1884, des détails circonstanciés sur la mise en jugement d'Arabi et de ses amis. Ce renvoi ne peut néanmoins nous dispenser

d'expliquer l'origine de l'accusation portée contre Arabi, dans ses rapports avec la défense.

Au mois de septembre 1882, M. Broadley, futur principal avocat de l'accusé, et M. Mark Napier, avocat adjoint, furent chargés par M. Wilfrid Scawen Blunt, et à ses propres frais, de se rendre en Egypte pour défendre Arabi.

L'opinion anglaise de ce temps, grisée par la victoire, réclamait à cor et à cri une punition exemplaire pour les anciens chefs de la révolution devenus prisonniers de l'armée britannique : « Les Egyptiens, écrivait Sir Samuel Baker dans le *Times* du 19 septembre, doivent apprendre d'une manière sévère et non mitigée, que le khédive est la tête légale et qu'il représente le gouvernement de l'Egypte; que la rébellion contre son autorité est une haute trahison et que la peine de haute trahison sera infligée sans aucune chance de sursis ou de pardon. »

Arabi, raconte son avocat, était alors prisonnier, mais sa vie était en danger. Des correspondants zélés avaient interviewé Tewfik, Chérif et Riaz, touchant le traitement du vaincu. Ils furent unanimes à déclarer : « La vie d'Arabi doit être la rançon de son échec et lui et ses amis doivent mourir. »

Peu à peu, grâce à l'intervention énergique de M. Blunt et aussi à l'accalmie qui succéda à la première excitation, une réaction commença à se faire jour dans les milieux britanniques officiels.

A son arrivée au Caire, en octobre, M. Broadley trouva dans l'*Egyptian Gazette* une lettre ouverte fort significative signée E. T. Rogers Bey.

En voici un extrait :

« Monsieur,

« Je ne puis m'empêcher de vous adresser, en ma qualité de rédacteur en chef du seul journal anglais d'Egypte, quelques lignes pour exprimer ma ferme opinion qu'il y aura un déni de justice, si jamais les avocats anglais sont autorisés à défendre le principal rebelle, Arabi. Les Anglais qui ont résidé en Egypte pendant des années, et qui sont dignes

du titre d'*Anglo-Egyptiens*, connaissent, aussi bien que les Ministres, le caractère des Egyptiens et sont complètement d'accord avec eux quant à la nécessité d'un châtiment mérité. »

Rappelons qu'Arabi, qui s'était constitué, dès le 14 septembre, prisonnier anglais entre les mains du général Lowe, avait été remis, le 4 octobre, aux autorités égyptiennes. Il resta depuis lors dans la prison de la *Daira Saniya* sous la garde des soldats anglais et turco-circassiens.

Riaz pacha, ministre de l'Intérieur, ne voulait même pas admettre le principe de la défense des « coupables » et refusait, en conséquence, d'autoriser les avocats à voir leurs clients. Au cours d'une interview qui eut lieu à ce sujet, le 9 octobre, entre M. Malet, Consul anglais et M. Broadley, le premier « admit que la remise d'Arabi avait été faite sous condition qu'il aurait le droit d'avoir un avocat pour sa défense. »

A vrai dire, le Khédive et ses ministres, par un décret du 28 septembre, avaient institué une commission d'enquête présidée par un ancien gouverneur militaire du Soudan, Ismaïl pacha Ayoub, et formée en grande partie de Turco-Circassiens, pour instruire le procès des rebelles et les faire condamner à mort par une Cour martiale présidée par Mohamed Reouf pacha et formée également dans des conditions qui offraient peu de garanties aux accusés.

Riaz pacha suscitait toutes sortes de difficultés aux avocats qui, finalement, furent autorisés à visiter Arabi en prison, le 14 octobre.

En même temps, M. Borelli, conseiller légal au Ministère de l'Intérieur, leur adressa une note ainsi conçue :

Ahmed Arabi et autres sont accusés :

I. — D'avoir arboré le drapeau blanc à Alexandrie le matin du 12 juillet, en violation des lois de la guerre et du droit des nations, *jus gentium*, et d'avoir en même temps retiré ses troupes et provoqué l'incendie et le pillage de la dite ville;

II. — D'avoir excité les Egyptiens à porter les armes contre le Khédive (crime relevant de l'article 5 du Code Militaire et de l'article 55 du Code Pénal ottoman);

III. — D'avoir continué la guerre malgré la nouvelle de paix (crime relevant de l'article III du Code Pénal ottoman);

IV. — D'avoir provoqué la guerre civile et porté la dévastation, le massacre et le pillage sur le territoire égyptien (crime relevant des articles 56 et 57 du Code Pénal ottoman).

Le 21 octobre, Borelli bey, d'une part, M. Napier et M. Broadley, de l'autre, signèrent un accord concernant la procédure à suivre. Il garantissait notamment aux accusés la liberté de défense et accordait aux avocats le droit d'examiner ou de consulter les registres des procès-verbaux de la Commission d'enquête. Cet accord était, suivant l'expression de M. Broadley, leur « ancre de salut ». C'est pourquoi M. Borelli et la dite commission cherchèrent par des subterfuges à esquiver, pendant tout le mois de novembre, les règlements de cette procédure gênante.

Quant aux accusations formulées, M. Borelli et les avocats arrivèrent à un compromis : « Une seule resta réellement, dit M. Broadley, celle de rébellion portée sous différentes formes contre Arabi, tantôt pour avoir « poussé les Égyptiens à s'armer contre le Khédive », tantôt pour avoir « continué la guerre après la nouvelle de paix », tantôt pour avoir « suscité la guerre civile et porté la dévastation sur le territoire égyptien ».

« Notre ligne de défense, sur ce point, était claire. Le sultan était le « suzerain » d'Arabi, le khédive était son supérieur immédiat et le représentant de son suzerain. La guerre était délibérément commencée avec l'approbation du khédive, de ses ministres responsables, de l'envoyé du sultan, Dervisch pacha. Trois jours plus tard, le khédive, alors sous notre garde et sous notre protection, donna contre-ordre pour cesser la guerre. Sa position véritable rendit tous ses actes et ordres *ipso facto* nuls et non avenue (Caïvo, *Le Droit international*, vol. IV, p. 354, Paris, 1881).

« Légalement, Arabi n'était pas « rebelle » moralement, son seul titre à cette appellation était son échec. »

C'est cette thèse qu'Arabi développe dans son mémoire d'un bout à l'autre, et son défenseur partage franchement sa manière de voir. Mais M. Broadley ira-t-il jusqu'au bout

de sa démonstration contre la thèse opposée, qui est en réalité celle de l'Angleterre officielle? Il semble que non. Pour obtenir pratiquement gain de cause, un nouveau compromis s'imposait : « Le gouvernement anglais, dit le principal avocat d'Arabi, était lié par l'existence d'une rébellion réelle, et, si celle-ci était formellement admise, peu lui importait le reste. En tous cas, toute idée d'exécution capitale était hors de débat. »

« Le Foreign Office était, j'en suis certain, conscient des avantages d'éviter un procès en règle, pourvu que la reconnaissance de la rébellion fût obtenue autrement. »

Aussi M. Broadley ne tarda-t-il pas à se mettre d'accord avec les représentants anglais et les autorités égyptiennes sur la mise en scène du procès et le jugement final. C'est ainsi que, le 3 décembre, la Cour martiale se réunit sous la présidence de Reouf pacha. Celui-ci déclara en s'adressant à l'accusé : « Ahmed Arabi pacha, vous êtes accusé devant nous, sur le rapport de la commission d'enquête, du crime de rébellion contre S. A. le khédive (crime relevant des articles 96 du Code militaire ottoman et 59 du Code pénal ottoman. »

M. Broadley répondit pour Arabi qui plaida coupable. Au cours de l'après-midi, le jugement fut soumis au khédive qui commua la peine de mort en exil perpétuel.

Le 26 décembre 1882, Arabi et ses principaux associés partirent pour Ceylan, la vie sauve, au grand désespoir de Riaz pacha qui donna sa démission, du khédive et du parti turco-circassien.

Nous ne saurions terminer cependant sans attirer l'attention sur ce fait important. La manière dont fut jugé le procès d'Arabi est incontestablement à l'origine de ce « mystère » qui plane aujourd'hui, même dans des ouvrages très sérieux (1), sur les événements de 1881-82 et particulièrement sur le rôle d'Arabi. D'autant plus que la cour et la presse de la cour cherchaient à jeter un voile épais sur la trahison de Tewfick en lançant contre Arabi des accu-

(1) Voir par exemple : *Les Revendications nationales égyptiennes*, mémoire présenté à la Conférence de paix par la délégation égyptienne en 1919.

sations sans fondement. M. Bichara Takla, journaliste syrien d'une grande habileté, très dévoué à la politique du khédive, raconte M. Broadley, publia, peu de jours après le procès, un article pour démontrer la « complicité » d'Arabi avec les Anglais auxquels il « vendit » la victoire de Tel-el-Kébir.

C'est de là — croyons-nous — que date la légende de la trahison d'Arabi, qui se forma plus tard et qui pèse encore sur la mémoire de ce grand patriote.

PREMIERE PARTIE

L'armée égyptienne comptait, en 1880, douze régiments d'infanterie. Le ministre de la guerre, Osman Rifky pacha, voulait la réduire à la moitié de cet effectif. Il existait en ce temps-là en Egypte un fanatisme de race qui tendait à réserver d'abord les honneurs, les promotions et les récompenses aux Circassiens mameluks de la famille khédiviale ou aux zawates (nobles) mameluks de la dite famille, aux Turks ou autres étrangers *moualladines* (1). Les Egyptiens étaient les derniers à avoir accès aux emplois publics et à obtenir de l'avancement; encore n'était-ce que dans les cas de nécessité absolue, lorsqu'il ne se trouvait pas d'étrangers pour occuper leurs places.

C'est pourquoi, jusqu'à cette époque (1881), il n'y avait pas dans l'armée un seul général de nationalité égyptienne, malgré la présence d'hommes d'une valeur incontestable. Osman Rifky était connu pour sa politique résolument favorable à l'avancement des Circassiens au détriment des indigènes. Les officiers égyptiens, mécontents de ses procédés, se réunirent dans un endroit désigné et m'envoyèrent demander, alors que j'assistais au banquet d'un pèlerin (2). Je les trouvai fort surexcités et ne pus que les inviter à garder leur sang-froid et à présenter au président du Conseil, Riaz pacha, une requête demandant l'égalité entre fonctionnaires, l'abandon du fanatisme de race, l'établissement de justes lois garantissant à chacun ses droits et la nomination d'un Egyptien au ministère de la Guerre, conformément aux

(1) Ce sont des étrangers, de parents nés en Egypte, devenus Egyptiens par la suite. En d'autres termes ce sont des Egyptiens d'origine étrangère, turque ou circassienne.

(2) On sait que le pèlerinage de la Mecque est une des cinq règles de l'Islam. Arabi doit faire allusion ici à un banquet offert par un pèlerin à l'occasion de son retour de la Mecque.

usages en vigueur en Europe. Cette requête devait être signée seulement de deux ou trois représentants agréés par eux. Ma proposition acceptée, ils convinrent d'un commun accord de déléguer les trois colonels égyptiens Ahmed Arabi, Ali Fahmy, et Abd-el-Aal Hilmy pour présenter la requête au Premier ministre dans l'intention de faire régner des sentiments de concorde et de mutuelle confiance entre les fonctionnaires aussi bien qu'entre les habitants de l'Égypte, et d'effacer des cœurs toute trace de haine suscitée par l'inégalité et le « fanatisme » préjudiciable à l'intérêt public. A la suite de cette démarche, un Conseil de ministres et de quelques chefs circassiens se tint sous la présidence du khédive et décida d'ordonner par décret une enquête comme de coutume. Mais cette ordonnance ne tendait au fond, comme il apparaît à tout observateur, qu'à notre condamnation à mort par une méthode tout égyptienne, c'est-à-dire occulte, car les termes en sont tout à fait nouveaux et dénotent une étrange manière de procéder vis-à-vis d'un plaignant qui adresse ses doléances aux chefs du gouvernement. En effet, les 30 et 31 janvier 1881, nous reçûmes du ministre de la guerre une convocation aux fins de nous rendre à Kars-el-Nil (1) pour assister aux noces de la sœur du khédive. Lors de notre arrivée, au jour fixé, tous les généraux et commandants de régiments étaient présents. Devant cette assistance, il fut donné lecture de l'ordonnance khédiviale et nous prîmes connaissance de notre destitution. En outre, le Conseil nous remplaça aussitôt par de nouveaux commandants. De jeunes officiers circassiens, revolvers en main, gardèrent ensuite le passage jusqu'à notre entrée en prison. Nous entendîmes alors Khosrou pacha éclater de rire et s'écrier en langue turque : « Zinbilli Herflerr » ; terme de mépris qui signifie : « Espèce de fellahs travailleurs ! »

Auparavant, le ministre de la Guerre avait donné au lieutenant Ibrahim bey Fawzi qui commandait les forces de police du Caire l'ordre de renforcer les gardes des commissariats, d'empêcher les soldats de rentrer au Caire, d'arrêter

(1) Kasr-el-Nil (château bâti sur le Nil) était le siège du ministère de la Guerre. Il est transformé aujourd'hui en caserne par l'armée d'occupation.

tous lieutenants ou sous-lieutenants arabes (égyptiens) et de les enfermer dans la citadelle. Fawzi bey, à titre de récompense, devait être promu au grade de colonel. Ordre fut également donné à l'administration d'envoyer près de Kasr-el-Nil un bateau à vapeur pour nous emmener on ne sait où. Il portait trois caisses de fer destinées à nous noyer dans le Nil suivant les méthodes du gouvernement de l'ancien khédivé.

Les dispositions étaient ainsi prises, lorsqu'arriva sur les lieux le premier régiment (1) et nous délivra de la prison. Debout sur une hauteur en face du Kasr, je recommandais à haute voix aux soldats de respecter la discipline, et de se garder bien de molester de près ou de loin aucun des Circassiens nos frères, ou de transgresser les lois de l'humanité, et de se modérer. Peu après, je leur donnai l'ordre de regagner leurs casernes.

J'adressai ensuite un exposé de la situation aux Consuls généraux de France et d'Angleterre et aux agents des puissances, sollicitant leur appui et l'examen bienveillant de notre cas et les rassurant sur la vie et les biens des Européens. Nous nous adressâmes, en particulier, au baron de Ring, entre les mains duquel nous remîmes le texte de l'invitation aux noces de la sœur du khédivé portant la signature même du ministre de la Guerre.

Entre temps les zawates (nobles) se réunirent chez le khédivé et décidèrent d'ordonner au premier régiment de nous livrer publiquement aux autorités. En cas de désobéissance, il devait être canonné au vu et au su de tous. Heureusement la guerre civile put être évitée à temps, grâce à l'arrivée sur les lieux du régiment soudanais de Toura. C'est ce nouveau fait qui modifia la décision des zawates et les dissuada de ne s'en tenir qu'à la force armée. L'agent diplomatique de Grande-Bretagne, Sir Edward Malet, et l'agent de France, baron de Ring, intervinrent et réglèrent le différend à l'amiable. Le khédivé nous accorda notre pardon et nous reçûmes l'ordre de demeurer chacun à notre poste à la tête de notre

(1) Arabi commandait le troisième régiment d'Abbassieh. Quant à ses associés, Ali Roubi commandait la cavalerie, Abd-el-Aaal Hilmi le régiment de Toura, Aly Fahmy le premier régiment de la garde.

régiment. En même temps, des ordres formels furent envoyés aux régiments dans le dessein de mettre fin au fanatisme de race et d'établir l'égalité entre tous. Mahmoud Sami pacha (El-Baroudy) fut, conformément aux justes lois, désigné comme ministre de la Guerre à la place d'Osman Rifky pacha, le Circassien.

Le 2 février (1881), le khédivé manda deux officiers et les chargea de veiller à sa sécurité en leur affirmant qu'ils jouissaient pleinement de sa grâce. Je ne pus hésiter alors à demander audience, à prêter à Son Altesse un serment de fidélité et à souhaiter, en parlant, que son règne reposât aussitôt sur les bases de l'égalité et de la justice.

Le vendredi 4 février, le khédivé nous donna l'ordre, à mon ami Aly bey Fahmy et moi, d'aviser personnellement les Consuls généraux français et anglais que nous étions chargés de garantir l'ordre public et la vie et les biens des Européens. Nous nous exécutâmes de bonne grâce, d'autant que cette déclaration correspondait à notre pensée intime qui est à l'origine de tous nos actes.

*
**

Nous croyions que ce pardon et que ces ordres qui tendaient à faire régner une loi de justice et d'amour et à bannir tout « fanatisme » étaient sincères ! Et voici qu'on jette dans les cœurs une semence de haine et de discorde : Youssef pacha Kamal, un Circassien, directeur de la daïra (administration privée) du khédivé, manda à la daïra par l'intermédiaire d'un sergent circassien du régiment soudanais, tous les sergents soudanais mariés à la daïra (1), leur distribua de l'argent et les incita à pousser les soldats à la désobéissance aux ordres des chefs, leur promettant, à titre de récompense, leur promotion comme officiers. Ces instructions émanaient en réalité du khédivé lui-même.

(1) Il y avait un grand nombre de Circassiennes au service du khédivé, soit au harem soit à la daïra. On avait l'habitude d'en marier quelques-unes avec des Egyptiens dont on voulait s'assurer la fidélité. Arabi et Aly Fahmy, le colonel du régiment de la garde — tous deux d'origine fellah — furent mariés dans les mêmes conditions. C'est grâce à la confiance qu'inspirait Aly Fahmy à la cour qu'Arabi et ses amis purent déjouer souvent le calcul de leurs adversaires.

Lorsque les faits furent révélés par la presse, le dit pacha fut apparemment congédié de la daïra, mais il continua à la gérer en fait.

Cette ruse déjouée, un certain Ibrahim Agha, préposé au service du khédive, se mit à son tour à semer l'intrigue et les causes de dissension. Il ordonna à Farag bey El-Zeiny d'encourager les sergents soudanais à assassiner leurs officiers; les sergents reconnurent, du reste, au cours de leur interrogatoire, des choses vues et entendues. Quant à Farag bey, l'enquête révéla qu'il était porteur d'un papier revêtu de la signature d'Ibrahim Agha et où il était dit expressément que l'ordre en question était conforme à la volonté du khédive. Le nouveau ministre de la Guerre, Mahmoud pacha Sami (1), eut ce papier entre les mains et le procès fut jugé par une Cour martiale qui infligea à Farag bey la peine de dégradation au rang de sergent et son renvoi à Massaouah. Le khédive intervint et donna l'ordre formel de laisser Farag bey partir avec ses grades comme n'ayant pris l'initiative de ses actes qu'en vertu d'un ordre supérieur. Il décida ensuite d'envoyer Farag bey au service du gouvernement à Khar-toum, sa ville natale où il avait des propriétés, et cela à l'insu du ministère. Bien plus, la femme de Farag bey s'en fut le rejoindre à Khartoum par voie de Suakin aux frais de la daïra khédiviale sans l'autorisation du gouvernement, contrairement à la pratique ordinaire.

Le Soudanais Farag bey et les sergents ayant échoué dans leurs intrigues, on prit le parti d'employer à cette besogne de corruption Selim Saïb — marié à la daïra — et Aly Labib, deux sergents du régiment soudanais commandé par Abd-el-Aal bey Hilmy. On leur donna l'argent nécessaire, par l'intermédiaire d'Ibrahim Agha, et tous deux se mirent à semer la division et l'intrigue parmi les troupes où ils réussirent à gagner dix-neuf officiers. Toute la trame de cette affaire fut dévoilée par une Cour martiale mixte dont faisaient partie des Européens sous la présidence du sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, Hassan pacha Aflatone.

(1) Voir notre thèse principale : *La Genèse de l'Esprit national égyptien*.

L'enquête ayant établi que le khédive était également l'instigateur de ces menées, la Cour se contenta d'infliger aux coupables des peines légères, variant entre quinze jours et un mois de prison, sans dégradation. D'aucuns furent envoyés au Soudan au service du gouvernement sans être inquiétés le moins du monde, pour leurs titres ou grades, dans l'intention évidente de donner satisfaction au khédive. Mais ces peines mêmes ne furent pas appliquées en raison du pardon accordé aux condamnés par le souverain qui ne pouvait ignorer qu'ils ne faisaient qu'exécuter ses ordres par l'intermédiaire de son valet, Ibrahim Agha. Tous ces faits sont péremptoirement prouvés dans le dossier de l'enquête.

Des menées semblables furent tentées dans le premier régiment aussi bien que dans le quatrième qui était sous mes ordres. Je m'efforçais de les étouffer au fur et à mesure, afin d'empêcher les bruits de prendre des proportions de nature à offusquer la dignité khédiviale. D'autant que je tenais à être au premier rang de ses défenseurs dans l'espoir d'amender le khédive, et de le faire revenir à de meilleurs sentiments à notre égard. Cependant le système d'intrigues continua indéfiniment sans qu'on réussît à nous faire tomber dans le piège grossier tendu sous nos pas. Le principal mérite en revient au ministre de la Guerre, Mahmoud Sami pacha, qui réprouvait ces menées occultes. Aussi ne tarda-t-on pas à prier ce ministre de démissionner pour céder la place au gendre du khédive, Daoud Yeghen pacha, homme élevé dans la maison de son père, loin du monde, ignorant tout du gouvernement, de l'administration et des questions militaires (1).

(1) Mahmoud Sami (El-Baroudy), grand poète et homme d'Etat, compte parmi les premiers partisans de l'idée constitutionnelle en Egypte. Il entra en rapports avec Arabi, après la démonstration de février, par l'intermédiaire de leur ami commun, Aly Rouby, et devint par la suite son plus grand conseiller et ami. « Peu après l'affaire de Kasr-el-Nil, déclarait Arabi à M. Blunt en janvier 1904, le khédive encouragea Aly Fahmy à lier partie avec nous. Puis, voyant notre position agrandie aux yeux des masses, il conçut le projet de se servir de nous contre Riaz; il nous envoya Aly Fahmy avec ce message : « Vous êtes trois soldats. Avec moi vous ferez quatre. » Ce fut, à peu près, un mois après l'affaire; et nous sûmes également par Mahmoud Sami, ministre de la Guerre, qu'il nous était favorable. Et Mahmoud Sami, de nous dire : « Si jamais vous me voyez me retirer du pouvoir,

Dès son entrée en fonctions, le nouveau ministre donna aux officiers l'ordre de s'abstenir de rentrer chez eux ou de s'assembler. Tout officier rencontré en route en compagnie d'un autre devait être immédiatement arrêté par les agents de police, contrairement au droit et à la justice. Daoud pacha avait hâte d'assouvir sa vengeance au point de visiter nuitamment les quartiers des régiments et de constater lui-même la présence des officiers. En outre, des hommes furent spécialement chargés de surveiller mon domicile et celui d'Abd el Aal bey Helmy dans le dessein de nous arrêter traîtreusement et de décider injustement de notre sort. Mais Abeld-el Aal bey resta près de son régiment; quant à moi, je pris, ce soir-là, le chemin d'Abbassieh où se trouvait le mien. En cours de route, j'entrai dans la maison d'un ami, Khalil bey Libnan, rue Faggalah, sous prétexte de lui rendre visite, mais en réalité, pour me soustraire à toute poursuite possible. Après dix minutes à peine, deux cavaliers passèrent à toute allure se dirigeant vers le quartier de mon régiment établi à Abbassieh. A leur arrivée, pour donner le change sur leurs intentions, ils répondirent aux soldats qui les interrogeaient, qu'ils s'étaient trompés de route. La ronde leur indiqua alors le chemin qui mène à Koubbah, village situé dans le voisinage d'Abbassieh. Nul doute qu'ils n'aient eu le dessein de me rejoindre et de me prendre de force honteusement. C'était dans la nuit du 6 septembre 1881. Grâce au dévouement d'un officier, Abd-el-Kerim effendi, qui tint à m'accompagner dans sa voiture, je pus éviter les regards indiscrets et trouver mon salut. Toutefois, depuis lors, toute

sachez que les sentiments du khédivé sont changés envers vous et qu'il y a péril en la demeure. » C'est pourquoi lorsque, au cours de l'été (1881) les espions de Riaz pacha, ministre de l'Intérieur, commencèrent à troubler notre repos, nous avions, malgré la surveillance de la police, confiance en Mahmoud Sami.

« Le khédivé nous tourna le dos et résolut avec Riaz pacha de séparer l'armée et de la désunir. Les régiments devaient être envoyés dans les endroits fort éloignés pour que nous ne soyons plus à même de nous communiquer. Mahmoud Sami fut invité à mettre à exécution leur plan contre nous, le khédivé étant alors à Alexandrie avec ses ministres. Mahmoud Sami refusa; sur quoi Riaz pacha lui écrivit : « Le khédivé a accepté votre démission. »

« Avertis ainsi du danger, nous nous mîmes aussitôt sur nos gardes. »

sûreté publique cessant d'exister, chacun de nous vécut, dans l'incertitude de son sort, vigilant et inquiet.

*
**

Les hommes des plus hautes classes se rendant compte de la situation qui nous était faite à nous qui sommes membres d'une même famille, se réunirent au Caire et décidèrent, comme seul moyen de mettre un terme à cette insécurité, la convocation d'un parlement égyptien pour garantir les vies, les biens et l'honneur de la nation, établir de justes lois, pareilles aux lois des tribunaux mixtes, capables de sauvegarder nos droits, et d'assigner des limites aux gouvernants et aux gouvernés (1). Et naturellement le Cabinet présent devait disparaître : sous ce ministère, toute sécurité publique fut bannie et la peur s'empara des âmes.

En même temps que les notables, les officiers et les soldats qui avaient des intérêts communs avec la population m'accordèrent une pleine confiance pour les représenter et demander les réformes nécessaires.

Le 9 septembre 1881, j'écrivis au ministre de la Guerre, l'informant que les troupes allaient se présenter devant le palais d'Abdine pour soumettre à S. A. le khédive, le vendredi matin à 9 heures, leurs demandes et les demandes de leurs familles. A l'heure fixée, les troupes étaient présentes dans un ordre parfait.

Auparavant, j'avais pris soin d'adresser aux Consuls généraux des puissances européennes une note les assurant

(1) « Quant à la démonstration du 9 septembre, disait Mohamed Abduh à M. Blunt, le 18 mars 1903, les sept mois entre l'affaire du Kasr-el-Nil et cette démonstration, furent marqués par une grande activité politique qui régna dans toutes les classes. L'action d'Arabi lui attira beaucoup de popularité et le mit en rapports avec les éléments civils du parti national comme Sultan pacha, Suleiman Abaza pacha, Hassan Sheréï pacha et moi. C'est nous qui mîmes à l'ordre du jour l'idée de renouveler la demande d'une constitution. Le point de vue dont Arabi, en ce temps-là, envisageait la question, était la sécurité nécessaire pour lui et ses amis militaires contre les représailles éventuelles du khédive ou de ses ministres. Il me le répéta souvent pendant l'été. Nous organisâmes, par conséquent, des pétitions pour l'octroi d'une constitution et menâmes, à cet effet, une campagne dans la presse. C'est d'accord avec Sultan pacha que la démonstration d'Abdine avait été préparée. Et c'est seulement après l'ultimatum (la seconde note commune) qu'il y eut brouille entre ce dernier et Arabi pacha. »

que leurs nationaux n'auraient rien à craindre de cette démonstration, que tout allait se passer de façon bien ordonnée, et que nous allions simplement solliciter du khédive quelques mesures susceptibles de rendre au pays sa liberté et de lui restituer ses droits.

M. Cookson, consul anglais à Alexandrie, alors au Caire, nous servit d'interprète auprès du khédive, qui prit en considération nos doléances, nous accorda toutes nos demandes en déclarant qu'elles étaient justes et légales, et donna sur-le-champ ordre de nommer Chérif pacha président du Conseil. Sur quoi les troupes se retirèrent en acclamant le souverain.

Comme Chérif pacha hésitait à accepter le nouveau poste (1), des pétitions couvertes de 4.000 signatures lui furent présentées pour le décider à sauver le pays de la tyrannie et de l'esclavage et le débarrasser du ministère Riaz qui lui a causé de nombreux torts, entre autres la perte de 17 millions de livres au titre de la *Moukabalah* (2) que le gouvernement de l'ancien khédive avait reçus des notables aux fins d'éteindre ses dettes étrangères et qu'il fallait considérer comme une dette d'Etat à l'égal des autres dettes des Européens. On reprochait, de même, au ministère précédent sa conduite vis-à-vis des fonctionnaires indigènes qu'il remplaçait au fur et à mesure, malgré leur capacité et la modeste

(1) Cette hésitation de Chérif ne laissa pas d'être étonnante, étant donné qu'il s'était associé au plan d'action d'Arabi et ses amis. Était-il déjà gagné, plus ou moins, aux vues du khédive et du contrôle. C'est possible. En tout cas, d'ores et déjà il évite soigneusement de se compromettre et renonce pratiquement à ses idées avancées de 1879.

(2) La *Moukabalah* (compensation) instituée par Ismaïl en 1871 promettait une remise entière et perpétuelle de la moitié des impôts à ceux qui payeraient la valeur de six années d'impôts à l'Etat. Le prétexte invoqué alors par le souverain et son ministre des Finances fut l'extinction des dettes étrangères qui pesaient sur la situation du pays. Ce sont surtout les notables de l'aristocratie terrienne qui souscrivirent à l'appel d'Ismaïl. Ce sont eux qui, avertis du danger que couraient leurs intérêts du fait de l'abolition de la *Moukabalah* projetée par Sir Rivers Wilson en 1879, furent les premiers à manifester leur mécontentement et à protester contre l'ingérence étrangère.

Malheureusement la loi de liquidation de 1880 ne tint pas compte de leurs doléances et décida l'abolition de la *Moukabalah*. Un nationaliste, Hassan Mouça El-Akkad ayant critiqué cette mesure financière comme portant atteinte aux intérêts des créanciers indigènes, fut arrêté par le gouvernement de Riaz et exilé au Soudan jusqu'à l'avènement des nationalistes au pouvoir. C'est donc la loi de la *Moukabalah* qui influa également sur l'attitude des notables qui se groupèrent autour d'Arabi après l'affaire de février et l'encouragèrent à renverser le ministre Riaz en septembre et réclamer l'octroi d'une constitution.

de leurs émoluments, par des fonctionnaires européens grassement rétribués. Tous les hauts postes étaient ainsi occupés par des étrangers sans égard à leur aptitude ou leur mérite, conformément à toute règle de bon gouvernement.

Le nouveau ministère à peine formé, avec Chérif à la présidence et Mahmoud Sami à la Guerre, on annonça l'envoi en Egypte d'une mission de la part du Sultan, présidée par Aly Nizami pacha. Deux jours avant son arrivée, mon régiment fut envoyé à Tel-el-Kebir et celui d'Abd-el-Aal bey à Damiette, avec l'idée d'empêcher la mission de s'aboucher avec nous et connaître la vérité sur les derniers événements. C'est pourquoi, lorsque Nizami pacha voulut s'enquérir de la situation, le khédivé s'y opposa en affirmant que les demandes de l'armée n'étaient pas en contradiction avec ses convictions personnelles, qu'il avait fait grâce pour tout ce qui s'était passé et que l'ordre et la discipline régnaient enfin parmi les troupes. Et la mission de s'en retourner aussitôt.

La Chambre fut réorganisée d'après un nouveau règlement; des lois équitables furent établies pour l'armée. Mais à la suite d'un désaccord survenu entre le ministère et la Chambre, Chérif pacha donna sa démission (1).

Le khédivé laissa le choix du nouveau ministère à la Chambre qui, d'accord avec lui, chargea Mahmoud Sami pacha de former le ministère avec Moustapha pacha Fahmy à l'Extérieur et à la Justice, Aly pacha Sadek aux Finances, Mahmoud pacha Fahmy aux Travaux publics, Abd-Allah pacha Fikry à l'Instruction publique, Hassan pacha El-Sherei aux Wakfs (fondations pieuses) (2). Quant à moi, qui étais

(1) On trouvera tous les détails de ce désaccord, ses origines et ses conséquences dans notre thèse principale : *La Genèse de l'Esprit national égyptien* (ch. V, *La Révolution*).

(2) Ce fut un ministère national, proprement dit, partageant sans réserve les idées de la Chambre égyptienne. Mahmoud Sami et Arabi étaient naturellement les deux grandes figures. Il semble toutefois que les nationalistes aient dû composer avec des ministres modérés plus ou moins gagnés à leurs vues, résultat inéluctable de cette pauvreté d'hommes capables qui se faisait sentir dans un pays jeune comme l'Egypte : Tel, le ministre de l'Extérieur, Moustapha pacha Fahmy, le seul qui connaissait une langue européenne et qui pouvait par conséquent expliquer ou soutenir le point de vue égyptien auprès des Consuls généraux et des représentants des puissances. Mais ce fut en somme un personnage médiocre qui, dans des situations fort délicates, prit secrètement le parti du khédivé et de l'étranger et trahit la confiance de ses collègues. Tous les autres, à part Hassan pacha El-

sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, on me confia le portefeuille de ce ministère que je n'avais, à aucun moment, sollicité. J'ai du toutefois l'accepter, eu égard au vœu unanime de l'armée et des députés qui trouvaient dans ce choix la meilleure garantie d'ordre et de sécurité pour tous.

En attendant, je me rendais compte des difficultés inhérentes à ma tâche. Elle consistait à modérer et à régulariser le courant des idées nouvelles qui se précipitait avec force : Les Egyptiens croyaient à la possibilité immédiate d'atteindre le but suprême du pays, la conquête de sa liberté, sans se soucier le moins du monde des obstacles qui pourraient en empêcher la réalisation. Je m'efforçais, au contraire, de progresser lentement et prudemment pour assurer le succès, en sauvegardant partout la vie, les biens, l'honneur et pour nous acquitter de nos devoirs patriotiques sans entacher l'histoire égyptienne aux yeux du monde civilisé.

Après la constitution du ministère, tout rentra dans l'ordre et la légalité, et toutes les affaires en suspens reçurent une solution satisfaisante. La situation de l'armée s'améliora de même, et les promotions succédèrent aux dégradations d'autrefois : Le khédivé, en considération de mes services, m'accorda le titre de pacha et un firman émanant du Sultan en signe de satisfaction. Les mêmes honneurs furent conférés à mes collègues devenus pachas ou généraux : Aly Fahmy, Abd-el-Aal Hilmy, Tolbah Ismat, Yacoub Sami et Hassan Mazhar (1).

Nous exprimâmes au khédivé nos vœux de prospérité et de bonheur, croyant que nous étions à jamais débarrassés des difficultés et des obstacles sans fin, que nous étions sortis

Shereï et Mahmoud pacha Fahmy, étaient des amis peu sûrs, ayant certaines attaches avec la Cour. Hassan pacha El-Shereï était le vice-président de la Chambre des députés, et sa nomination comme ministre, poste qu'ambitionnait le président, Sultan pacha, ne manqua pas d'exciter la jalousie de ce dernier et déterminer, dans une certaine mesure, son alliance avec la Cour et le parti de l'étranger. Quant à Mahmoud pacha Fahmy, ce fut un ingénieur réputé capable depuis le temps d'Ismail. Il fortifia les lignes de défense pendant la guerre anglo-égyptienne et tomba prisonnier lors de l'attaque des Anglais du côté du Canal. Ce fut aussi un des exilés de Ceylan où il rédigea une histoire mondiale intitulée, *El-Bahr El-Zakher*, comprenant entre autres la relation des événements de 1881-82.

(1) Voir dans Broadley, *How we defended Arabi and his friends*, le portrait des compagnons d'Arabi.

du chemin malaisé pour nous engager librement dans la voie du succès, que la haine impie était bannie des cœurs et qu'il ne restait plus qu'à établir des lois équitables et à améliorer la condition des services publics et des tribunaux.

Mais, hélas ! nos espoirs furent vite déçus et la trahison releva la tête. En effet, l'un des mamelucks du khédive, élève à l'école de Koubbeh, complota avec un camarade circassien contre la vie d'Abd-el-Aaal pacha Hilmy, tuteur de ce dernier. Le jeune Circassien réussit à jeter de l'arsenic dans le lait que le pacha prenait d'ordinaire le soir ; heureusement, la servante s'en aperçut juste à temps pour sauver la vie à son maître. Tous les documents concernant cette affaire ont été déposés à la préfecture de police : ils démontrent clairement que le khédive ne fut pas étranger à ces menées.

Ce plan ayant avorté, on en établit un autre pour se débarrasser de moi : Il se forma un grand parti circassien qui jura ma mort et celle de tous les chefs de nationalité égyptienne dans l'armée. Mais un certain Circassien — un de ceux qui craignent Dieu — Rachid Enver effendi, invité à pactiser avec les conspirateurs, rejeta leur offre et en avisa aussitôt Toulbah pacha Ismat qui s'empressa, à son tour, d'en faire part aux autorités et au khédive. L'enquête au sujet de ce « complot circassien » fut menée par une Cour martiale présidée par un grand général circassien, Rachid pacha Hassan, très connu pour sa droiture, son honnêteté et sa rigidité de conscience. Ayant acquis la preuve que le parti en question était formé à l'instigation du khédive, la Cour se contenta de condamner les accusés à l'exil perpétuel au Soudan. En présence de tous les ministres, l'arrêt fut officiellement notifié au khédive.

Etant donné la chaleur excessive du Soudan, chaleur incompatible avec la santé des Circassiens nés dans un pays froid, et qui eût pu leur être mortelle, je priai mes collègues d'atténuer la rigueur de cette peine en les envoyant hors d'Egypte, soit dans leur pays d'origine, soit dans tout autre pays de leur choix, avec leurs grades et honneurs. Je voulais ainsi épargner la vie de ceux qui en voulaient à mes jours. Les ministres acquiescèrent à ma prière, non sans étonnement, et nous rédigeâmes et présentâmes, à cet effet, une requête au khédive signée de nous tous. Son Altesse

répondit à cette démarche en alléguant qu'un pacha (1) se trouvant parmi les condamnés, l'exécution de l'arrêt dépendait uniquement de Sa Majesté le Sultan, et que, par conséquent, la Porte devait être saisie de la question. Le khédive donna directement des ordres dans ce sens, au ministère de l'Intérieur, contrairement aux usages, selon lesquels, toutes promotions, dégradations ou punitions du ressort du ministère de la Guerre sont directement soumises, sans intermédiaire, à la Cour et réciproquement. Après avoir consulté ses collègues, le ministre de l'Intérieur et le président du Conseil, Mahmoud pacha Sami pria donc le khédive de donner l'ordre d'exécution sur le dossier même de l'affaire, afin de le retourner ensuite au ministère de la Guerre comme de coutume. Cette demande acceptée par le khédive, le ministère de la Guerre procéda au bannissement des coupables en Syrie d'où ils regagnèrent Constantinople. On sait que, dès l'ouverture des hostilités entre l'Egypte et l'Angleterre, le khédive autorisa leur retour à Alexandrie, se rendant bien compte qu'il était la cause initiale de leur mésaventure et l'auteur principal du complot.

Peu après, cependant que nous assistions tous à un banquet offert par Omar bey Rahmy, Mahmoud pacha Sami fut avisé de l'arrivée des Consuls français et anglais dans sa maison où ils l'attendaient pour avoir un entretien avec lui. Il s'y rendit immédiatement en compagnie de Moustapha pacha Fahmy. Ils lui déclarèrent que la vie du khédive et des Européens était en danger. Mahmoud s'éleva contre cette allégation en réitérant qu'il répondait de leur sécurité. Il leur demanda en même temps les motifs de cette démarche. Ils expliquèrent que le khédive les avait informés personnellement que le président du Conseil l'avait menacé en déclarant que sa vie et celle des Européens étaient en danger. Le Premier démentit avec force les propos allégués par le khédive et exposa l'incident soulevé à cause des Circasiens et l'intervention du ministre de l'Intérieur.

A vrai dire, je puis le dire maintenant en connaissance de cause, ces malheureux mots qui ne reposaient sur aucun

(1) Il s'agit d'Osman Rifky pacha auquel le titre de pacha ou *Fârik*-Général avait été directement conféré par le Sultan.

fondement sont à l'origine de la calamité qui s'abbattit sur l'Égypte. Ils provoquèrent l'envoi des flottes à Alexandrie et à Port-Saïd, et le triste incident du 11 juin, précisément au moment où Égyptiens et Européens vivaient en parfaite harmonie. Nul doute que, sans la présence des bateaux de guerre, cette effervescence ne se fût pas produite et que la guerre n'eût pas été déclarée par une grande nation amie de l'humanité et de la justice à cette pauvre Égypte, toujours en lutte contre les convoitises de ses agresseurs. Et dire que l'Égypte comptait sur le gouvernement britannique pour la sauver du gouffre du despotisme et de l'esclavage où elle était plongée et l'aider à conquérir sa liberté ! Et dire que la volonté du souverain, ennemi de sa patrie, était la cause de nos malheurs !

Depuis lors, en effet, le khédive se désolidarisa d'avec son ministère, voua une haine personnelle à son premier ministre Mahmoud pacha Sami et déclara même maintes fois qu'il ne voulait à aucun prix avoir affaire à lui.

Ce n'est pas tout. Vers la même époque, le khédive commit lâchement un acte de trahison à l'égard d'une femme respectable du pays. Une certaine Aïcha hanem, appartenant à la famille de feu Ahmed pacha El-Toubgi et très connue au palais du khédive pour sa piété, fut conduite, un soir, en voiture de chez elle à la préfecture de police par un eunuque qui feignit de suivre, comme d'habitude le chemin du palais. De là, le sous-préfet, Moustapha bey Soubhy, l'envoya à Suez par train spécial. Sa fille, avisée, se hâta de l'y faire rejoindre par la domestique qui porta à cette triste créature les vêtements nécessaires et l'accompagna dans la traversée de la Mer Rouge à destination, dit-on, du Hedjaz, où elle était exilée. On répandit ensuite le faux bruit que cette malheureuse, courbée sous le poids des ans et surveillée par une garde spéciale, s'était enfuie à Djeddah ! Jusqu'aujourd'hui, la Mer Rouge garde encore le secret des deux victimes (1). On est en droit de se demander où sont les défenseurs de la justice. Non seulement la pauvre mère fut jugée arbitrairement, sans qu'il y eût trace de délit ou d'enquête, mais même

(1) D'après Broadley, Aïcha hanem fut bannie sous prétexte d'ingérence par des moyens surnaturels dans les affaires de la famille khédiviale.

sa fille fut punie, par le renvoi de son mari, de cet envoi de vêtements. O justice! Bien mieux : Le mari, invité à répudier sa femme, s'exécuta lâchement et put ainsi réintégrer son poste et trouver grâce devant cette autorité cruelle et inhumaine. Ce n'est pas tout. Quatre jours plus tard, on fit courir le bruit que des soldats de la garde du palais avaient volé des bijoux. Sur-le-champ Ahmed bey Farag, commandant du premier régiment d'infanterie, se rendit au palais; après interrogatoire du personnel, il accusa un certain Mohamed Hassan, préposé au service du khédive et élevé au palais, d'avoir commis le vol. Celui-ci reconnut, à la préfecture, qu'il portait sur lui les bijoux en question et qu'il s'en était débarrassé dans un endroit nommé où ils furent retrouvés : on les remit aussitôt au khédive. Pressé de questions, cet individu soutint qu'il n'était pas un voleur, mais qu'Ibrahim Agha le toutonji (porteur de pipes) lui avait donné l'ordre de prendre lesdits bijoux et de les garder jusqu'à son retour de la campagne, sans lui révéler les motifs de cette conduite.

Le khédive, ayant appris que le ministère de la Guerre avait demandé à la préfecture de poursuivre l'enquête et de faire venir Ibrahim Agha pour l'interroger au sujet de cette affaire qui portait atteinte à l'honneur de l'armée, fit envoyer nuitamment le pauvre Hassan par train spécial à Suez. Le lendemain matin, il prit le bateau à vapeur avec Aïcha hanem et partagea son sort dans les profondeurs inhospitalières de la Mer Rouge.

Ces deux actes horribles et d'autres semblables bannirent toute sécurité, et aucun de nous ne pouvait jouir tranquillement du sommeil, de peur qu'il ne lui advînt ce qui était advenu à ces trois victimes de l'injustice. Les ministres, de même que les députés, au courant de ces menées, avaient vainement cherché à y mettre fin. Le règne de l'absolutisme continuait de plus belle et les Egyptiens attendaient leur libération de l'esclavage.

Entre temps, Sayed Ahmed Assâad (1) arriva au Caire, en

(1) Ahmed Assâad, représentant du Sultan à Médina en Arabie, avait été envoyé souvent en mission secrète en Egypte au cours de l'année 1882. Quant à Mohamed Zafer, il était le conseiller confidentiel du Sultan.

route pour Constantinople. Je profitai de sa présence pour lui remettre une requête à S. M. le Sultan, réduisant à néant cette légende de rébellion qu'on m'avait imputée. Je reçus, en réponse, une lettre concluante de Sa Majesté, une autre de S. E. Ahmed Rateb pacha, une troisième du Cheikh Mohamed Zafer tendant, toutes, à me rassurer. Du reste, elles sont encore en ma possession.

Le khédive resta, toutefois, défiant et plein de ressentiment jusqu'à l'arrivée des flottes et à la présentation de la nouvelle note commune sur l'avis de Sultan pacha qui en répudia, à plusieurs reprises, la paternité. Cette note, comme on le sait, demandait la chute du ministère Mahmoud Sami, mon départ pour l'Europe, et l'éloignement d'Aly pacha Fahmy, et d'Abd-el-Aal pacha Hilmy dans l'intérieur de l'Egypte. Elle fut nettement rejetée par le Conseil des ministres, non que nous voulussions conserver nos postes éphémères : mais nous désirions sauvegarder les droits du pays confiés entre nos mains; d'autant plus qu'elle indiquait, de la part des puissances étrangères, une volonté d'immixtion dans une affaire purement intérieure. Cependant le khédive n'hésita pas à l'accepter.

Etant donné la gravité de la question et le conflit d'autorité auquel elle avait donné lieu, le Cabinet décida, comme la loi l'autorise dans les conjonctures graves, de convoquer la Chambre pour intervenir et régler le différend à l'amiable. Les députés arrivèrent au Caire et résolurent de repousser la note; le pays ne tarda pas, de son côté, à partager leur manière de voir et l'opinion publique s'en émut à juste titre. Tous les maires et notables, réunis au Caire, se prononcèrent pour le rejet de la note et le désaveu de toute personne qui l'aurait acceptée.

Le khédive, ayant refusé de convoquer officiellement la Chambre, nombre de députés passèrent outre et joignirent leurs signatures à celles des ulémas et notables sur une pétition en faveur du rejet de la note. Certains ulémas allèrent plus loin et demandèrent en vertu d'un *fetewa* la déposition du khédive, dont la conduite était en contradiction avec les lois de l'Islam.

Le khédive s'obstina néanmoins, dans son attitude envers la Chambre et le pays et força le ministère à se démettre.

Alors les représentants de la France, M. Sienkiewicz et M. Monge, me conseillèrent, non sans insistance, de me rendre à Paris et sortir de cette impasse où j'étais en butte à des difficultés sans nombre. Je ne pouvais m'y résoudre, étant donné l'attachement manifesté par le pays à mon égard, l'idée que se faisaient les députés de ma présence qui, seule, garantissait l'existence du parlement, le repos et la tranquillité de l'Égypte et préservait le pays de la ruine : Quand même je l'eusse voulu, l'armée et la population m'auraient empêché d'abandonner le pays à son sort. En outre, mon éloignement risquait de provoquer des mouvements extraordinaires, favorisés par un fol entraînement populaire. Il suffit de rappeler l'affluence indescriptible des foules sur tout le parcours de mon voyage du Caire à Alexandrie. Ces raisons militaient, par conséquent, contre mon départ pour l'Europe ou pour Constantinople.

Le lendemain de la démission du ministère, je reçus, dans la matinée, la visite des Consuls généraux de Russie, d'Allemagne, d'Autriche, et d'Italie qui me demandèrent de garantir la sécurité des Européens, ce que je déclinai en faisant valoir le fait que j'étais démissionnaire et hors du gouvernement. Mais, devant leur insistance réitérée, je dus finalement donner la garantie désirée jusqu'à la formation d'un nouveau ministère, sûr que j'étais que les soldats ne commettraient aucun acte répréhensible et que la population se conduirait dignement vis-à-vis de ses hôtes. Les Consuls, rassurés, s'en allèrent.

Dans la soirée du même jour (1), les députés, les ulémas, et le Kadi se réunirent dans la maison de Sultan pacha, président de la Chambre, et me prièrent de garantir l'ordre public. Je leur rappelai qu'ayant quitté le pouvoir, je ne pouvais le faire. Le président Sultan pacha et un député, Soleiman Abaza pacha, répliquèrent qu'en leur qualité de représentants de la nation, ils me chargeaient de cette mission, qu'ils ne considéraient pas ma démission comme un fait accompli et qu'ils solliciteraient du khédive l'ordre que je conservasse, comme auparavant, le portefeuille de la

(1) Ce fut le 27 mai 1882.

guerre. Au cours de cette réunion, la discussion se déroula sur les affaires générales du pays, sur son passé et son présent dont on évoqua tant d'injustices et tant de crimes perpétrés par le gouvernement du despotisme, et surtout la situation créée par la note acceptée par le khédive. On en vint à réclamer sa déposition au cas où il persisterait dans son attitude; puis on se sépara.

Le lendemain matin, je reçus la visite de S. E. le président de la Chambre, accompagné de Soleiman Abaza pacha qui me remit, de sa main, l'ordre du khédive m'autorisant à conserver mon poste. Ils pensaient que, grâce à cet ordre, l'effet de la note était annulé, mais cette pensée correspondait-elle à la réalité? Assurément, non. Je ne pouvais, cependant, que remercier Son Altesse de cette sollicitude, et il me fit bon accueil.

Pendant environ vingt jours — période où l'Egypte était restée sans ministère — j'expédiai toutes les affaires courantes sans que la paix publique fût troublée. On remarqua, toutefois, l'affluence insolite de tribus arabes au Caire, ce qui ne manqua pas de causer une certaine inquiétude parmi la population indigène et européenne.

C'est le khédive qui provoqua leur présence et son palais d'Ismailia leur servit de lieu de rassemblement, dans le dessein nullement justifié de les opposer à l'armée. Bien plus, le gouverneur de la province de Béhéra, Ibrahim bey Tewfik excitait les Arabes à la révolte et se rendait dans les différentes provinces avec des instructions secrètes tendant à porter préjudice à tous ceux qui avaient signé des requêtes pour le rejet de la note et à semer partout le désordre et l'anarchie. On a oublié que les Arabes sont des gens fort jaloux de leur honneur et qu'ils n'écoutent guère des paroles contraires à la loi du Coran (1).

En même temps, arriva en Egypte la mission ottomane, présidée par Dervisch pacha. Le président, établi au palais du Gezireh, fut assailli par les notables et les ulémas qui s'empressèrent de lui souhaiter la bienvenue et de lui faire part de leur mécontentement de la conduite du khédive en

(1) Ici se révèle le faible d'Arabi, cette confiance dans les hommes, cette naïveté exagérée qui révoltait parfois ses meilleurs amis.

contradiction flagrante avec les règles de l'Islam. Aujourd'hui les prisons, partout en province, au Caire, à Alexandrie, regorgent de ces malheureuses victimes de la vengeance et de l'injustice.

Dervisch pacha s'enquit aussitôt de l'état de l'armée et s'assura de sa discipline. Il réclama, à titre de récompense, de Sa Majesté le Sultan, pour moi l'ordre mejidieh de première classe, et environ deux cents décorations pour les officiers (1).

Un nouveau ministère se forma, en même temps, avec Ragheb pacha à la présidence et à l'extérieur, Abd-el-Rahman bey Rouchdi aux finances, Mahmoud pacha El-Falaky (l'astronome), aux travaux publics, Soleiman Abaza pacha à l'instruction, Hassan pacha Ibrahim à la justice, Hassan pacha El-Chereï aux Wakfs (fondations pieuses), et Arabi à la Guerre (2).

On répétait alors que la note était pratiquement annulée, et, pour inaugurer une ère de tranquillité et de confiance, le khédivé accorda, par un décret, leur grâce à tous ceux qui étaient impliqués dans les événements passés.

(1) Dervisch faisait double jeu en Egypte. Il courtisait en même temps le parti du palais et le parti national et s'insinuait dans l'amitié de chacun en attendant la partie finale qui ne tarda pas à se dénouer.

(2) Pendant l'interregnum les consuls généraux cherchaient à former un ministère présidé par leur homme de confiance, Chérif pacha; mais celui-ci ne voulant pas se compromettre, déclina leur offre. Le 17 juin, Ragheb pacha, ancien ministre des Finances sous Saïd et Ismaïl forma un ministère d'une couleur plutôt nationale. Ce ministère dura jusqu'au 27 août — moment où la situation fut nettement en faveur de Tewfik et des Anglais en guerre contre l'Egypte; il céda ensuite la place à un ministère Chérif-Riaz qui rentra « dans les fourgons de l'étranger », et devint le ministère de la Restauration.

Pour ce qui est de la composition du ministère Ragheb on ne peut que reconnaître la présence de certains hommes de valeur. Soleiman Abaza pacha était un vieux patriote éprouvé. Il ressort de lettres inédites — que nous possédons — adressées de Paris en 1883 par le célèbre Gemmel-Eddin El-Aghani au premier champion du mouvement constitutionnel en Egypte, Abd-el-Salam El-Moelhy, que le père du nationalisme égyptien mettait sa confiance en El-Moelhy bey et Abaza pacha et les exhortait tous deux à ranimer le feu éteint momentanément par la victoire ennemie.

Mahmoud pacha El-Falaky est un ancien élève de l'école polytechnique, fondée par Mohamed Aly et dirigée, à partir de 1835, par un savant ingénieur des mines de France, Charles Lambert. Il était l'un des premiers Egyptiens qui s'illustrèrent dans les sciences et dont la vie fut un exemple de dévouement et de labeur infatigable. (Pour plus de détails voir la notice nécrologique consacrée à Mahmoud pacha par Ismaïl bey Moustapha et le colonel Moukhtar bey, Société khédiviale de géographie, séance du 8 janvier 1886. Le Caire).

Tout alla bien jusqu'au 11 juin 1882, quand se produisit subitement un horrible incident entre la populace de la ville d'Alexandrie et les Européens, Yacoub pacha Salmi, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, fut, sur la demande même de la Cour, envoyé immédiatement à Alexandrie pour faire une enquête; il fut suivi de deux régiments d'infanterie, de deux autres de cavalerie, et de l'artillerie pour garantir l'ordre dans la ville. Les journaux européens louèrent la vigilance des troupes chargées de veiller à la tranquillité générale, sous le commandement de Toulba pacha Ismat, qui s'acquitta dignement de sa mission. Le khédivé me raconta plus tard que cette affaire eut pour origine une querelle entre un Maltais et un ânier indigène et que la foule, rassemblée sur les lieux, essuya des coups de feu tirés des fenêtres des maisons avoisinantes.

J'avais recommandé à Yacoub pacha d'employer toute son énergie et de ne rien négliger pour découvrir l'auteur responsable du massacre et défendre l'honneur du gouvernement et de l'armée par une juste appréciation des faits.

Entre temps, à la veille de la formation du ministère, on procédait, comme tous les ans, à la réparation et à la mise en état des forts. Toutefois, le khédivé avait donné ordre d'abandonner tous travaux, déclarant que le secrétaire de l'ambassade anglaise à Constantinople avait informé le Sultan qu'il considérerait la construction de forts à Alexandrie, comme une menace dirigée contre la flotte anglaise. Si nous ne cessions immédiatement tout travail, la flotte bombarderait la ville et la réduirait en cendres. Nous nous exécutâmes; du reste, pour sa propre édification, le khédivé délégua deux employés attachés à la Cour, Hussein El-Turk et Hussein Fawzi, afin de s'assurer de l'exécution des ordres donnés, et il en avisa aussitôt la Porte. Cependant, nous manifestions notre étonnement que la réparation des forts fût regardée comme une menace, et non l'arrivée des flottes de guerre dans nos ports! Mais, il est vrai, la raison du plus fort est toujours la meilleure.

Le 4 juillet, après l'entrée en fonctions du ministère, ma décoration et un firman de Sa Majesté le Sultan arrivèrent de Constantinople et, de sa propre main, le khédivé me les présenta en exprimant sa satisfaction en considé-

ration de mon dévouement. Je remerciai Son Altesse et télégraphiai à Constantinople, remerciant le Sultan de sa haute sollicitude. Le Sultan m'honora aussitôt de sa réponse, exprimant la satisfaction de Sa Majesté de ma bonne conduite et de ma loyauté. Un certain nombre de décorations destinées aux officiers de l'armée furent distribuées par le khédivé parmi les fonctionnaires de la Cour et il garda le reste. C'est, sans doute, à cause de leur qualité d'Égyptiens, qu'ils furent, malgré tant de services rendus, injustement triés.

Dervisch pacha me conseilla de me rendre à Constantinople pour y vivre, avec quelques-uns de mes amis, près de Sa Majesté le Sultan. Je déclinai cette offre, en alléguant les raisons précédemment exposées au Consul général français, entre autres, l'attachement du peuple qui se pressait autour de moi dans les rues d'Alexandrie. Il avait fait part de cette suggestion au président du Conseil, Ragheb pacha, qui la désapprouva comme contraire à l'intérêt public.

Il ressort avec évidence de ce qui précède que j'étais profondément aimé du peuple, que je mettais au-dessus de tout l'honneur et l'honnêteté, que je ne me proposais aucun but personnel, quoi qu'en pussent dire mes détracteurs, et que mon seul et unique but était l'émancipation de mon pays, la prospérité de son peuple sous un gouvernement juste et libéral donnant à chacun ses droits et traitant tous les habitants, nationaux ou étrangers, sur le même pied d'égalité, sans distinction de religion ou de croyance. Du reste, ne sommes-nous pas tous membres de la commune humanité?

Enfin, je tiens à dire, avant de terminer cette première partie, que le khédivé avait envoyé à Constantinople, au mois de novembre 1881, Sabet pacha, le Circassien bien connu, pour l'y représenter. Ce personnage travaillait à changer les sentiments des dirigeants de la Turquie envers l'armée égyptienne en faisant courir le bruit que les soldats égyptiens étaient des rebelles, qu'ils cherchaient à reconstituer l'empire arabe et que j'étais de connivence avec les Anglais à ce sujet. Ces bruits alarmants m'avaient inquiété avec raison, d'autant que je ne connaissais, à Constantinople, personne qui pût se charger de défendre ma cause et de

démentir ces fausses allégations. Heureusement, Sayed Ahmed Assâad, qui représentait le Sultan à Médina, arriva en Egypte sur ces entrefaites. Je le priai de porter de ma part à Sa Majesté le Sultan une requête destinée à faire justice des accusations portées contre l'armée et contre ma personne. Je reçus de Sa Majesté une réponse bienveillante, où Elle me recommandait de persister dans mon attitude loyale pour mériter toujours sa haute satisfaction.

Tels sont les faits dont traite la première partie en ce qui concerne les événements importants qui eurent lieu entre le 1^{er} février 1881 et le 9 juillet 1882, avant la déclaration de guerre.

SECONDE PARTIE

LA GUERRE

La fameuse nation amie de l'humanité, la nation qui émancipe l'esclave et défend la cause des opprimés, la nation qui respecte le droit et la loi, déclare la guerre, à cette Egypte qui a tant souffert de l'esclavage et de la tyrannie, dont le sang innocent, maintes fois versé, crie encore contre l'injustice de ses maîtres cruels et inhumains, dont le souverain ne respecte ni la loi, ni la légalité et qui, enfin, croyait trouver son salut et vivre sa vie grâce à l'aide de la nation britannique.

Mais hélas ! au moment où le pays allait sortir du gouffre, l'Anglais qui montait la garde survient, l'y jette de nouveau. Que d'espérances écroulées ! Où est cet amour de l'humanité dont les Anglais sont si fiers ?

Lorsque le khédive déclara que sa vie et celle des Européens étaient en danger, l'exode des Européens commença et des navires de guerre appartenant à toutes les puissances provoquèrent par leur présence un malaise général.

L'amiral Seymour, ayant prétendu que les réparations des forts constituaient une menace contre la flotte anglaise — comme s'il n'y avait pas d'autres flottes — force nous fut de les arrêter. Mais ce n'est pas tout ; l'amiral informa le commandant des troupes d'Alexandrie qu'on était en train de fermer l'entrée du port et de l'obstruer par des pierres et qu'il serait forcé d'agir en conséquence. Le khédive répondit à l'amiral que cette assertion ne reposait sur aucun fondement et lui accorda, en même temps, par l'intermédiaire du sous-secrétaire d'Etat à la marine, l'autorisation d'arrêter toute personne trouvée en train de jeter des pierres à l'entrée du port.

Le 10 juillet, le commandant reçut de l'amiral une lettre disant qu'on plaçait des canons dans les forts de Saleh, Mex, et Kayed bey; il demanda donc le désarmement de tous les forts d'Alexandrie depuis El-Agemi jusqu'au Kayed bey. On sait pourtant que les forts en question étaient garnis de vieux canons datant de l'époque de Mohamed Aly, au point que leurs pièces en bois étaient vermoulues. Seul le fort Kayed bey avait été armé à une époque relativement récente, sous le règne d'Ismail. En cas de refus de notre part l'amiral menaçait de bombarder les forts, le matin du 11 juillet, et de les démolir. Le Conseil des ministres en délibéra, sur-le-champ, en présence du khédive, des deux envoyés de la Porte, Dervisch pacha (1) et Kadry bey, et de nombreuses notabilités égyptiennes.

On décida l'envoi des ministres des finances et de l'intérieur, du sous-secrétaire d'Etat à la marine, et de Tekran bey, fonctionnaire de la Cour, pour informer l'amiral anglais que les forts et leurs armements n'avaient subi aucun changement et qu'il pouvait, si bon lui semblait, déléguer une personne de confiance pour vérifier les choses sur place. Bien plus: nous étions disposés, dans notre sincère désir de donner satisfaction à l'amiral, à retirer trois canons des forts. Mais l'amiral exigea que tous les forts fussent dégarnis de leurs canons et consentit, tout au plus, à permettre aux troupes égyptiennes de se charger de cette besogne à la place des troupes anglaises! Le Conseil des ministres se réunit de nouveau et décida que le retrait nullement justifié des canons placés dans les forts depuis cinquante ans était un grand déshonneur et que, bien que ne voulant entrer en guerre avec aucune puissance, surtout l'Angleterre, nous devions, pour notre honneur et pour notre légitime défense, répondre au bombardement des forts, non, toutefois, avant d'avoir reçu cinq ou six coups des navires ennemis. Lors des délibérations du Conseil, le khédive montrait un zèle exagéré et répétait souvent qu'en cas de guerre, il prendrait

(1) Dervisch pacha adressa, le 10 juillet, à M. Cartwright — qui remplaçait provisoirement M. Malet — une protestation contre l'attitude menaçante prise par la flotte britannique; il affirmait que le khédive resterait solidaire avec son ministère ou tomberait avec lui.

le fusil et marcherait à la tête des combattants (1). Sur quoi, le Conseil se sépara et ses décisions furent communiquées à la Porte par le khédive et par Dervisch pacha.

A l'heure fixée (le 11 juillet), les navires commencèrent le bombardement et la lutte s'engagea sans répit pendant dix heures et demie jusqu'à la destruction complète des vieux forts, du palais de Ras-Ettin, et de nombreuses maisons de la ville, particulièrement du côté de la gare d'Alexandrie, à côté du fort de Damas où je me trouvais avec les ministres. C'est cette partie de la ville qui a le plus souffert des projectiles.

Au plus fort de la mêlée, le khédive et Dervisch pacha nous encourageaient à la résistance en vantant le courage et la bravoure des soldats, malgré le mauvais état des forts, en face de l'armement moderne des vaisseaux britanniques. Nous manifestations, toutefois, notre étonnement de la présence du khédive dans son palais de Ramleh, qui est situé au bord de la mer, et son insouciance du danger comme si le pays n'était pas en guerre. Mais à quoi bon s'étonner? Dieu l'a voulu.

Dès la cessation du bombardement, nous allâmes, les ministres et moi, trouver le khédive à Ramleh; nous lui exposâmes la situation pendant cette journée et il loua la bravoure des soldats. Je déclarai alors que si le but de l'amiral était la destruction des forts, ils étaient détruits; mais que ferions-nous, s'il avait d'autres visées? Le Conseil des ministres réuni, sous la présidence du khédive et en présence

(1) Il n'est pas sans intérêt de reproduire ici le texte de la réponse que l'ultimatum de l'amiral Seymour suggéra au Conseil des Ministres égyptien, *présidé par le Khédive Tewfik* : « L'Egypte n'a rien fait qui ait pu justifier l'envoi des flottes combinées. L'autorité civile et militaire n'a à se reprocher aucun acte autorisant les réclamations de l'amiral. Sauf quelques réparations urgentes aux anciennes constructions, les forts sont à cette heure, dans l'état où ils se trouvaient à l'arrivée des flottes. Nous sommes ici chez nous, et nous avons le droit et le devoir de nous y prémunir contre tout ennemi qui prendrait l'initiative d'une rupture de l'état de paix, lequel, selon le gouvernement anglais, n'a pas cessé d'exister. L'Egypte, gardienne de ses droits et de son honneur, ne peut rendre aucun fort ni aucun canon, sans y être contrainte par le sort des armes. Elle proteste contre votre déclaration de ce jour et tiendra responsable de toutes les conséquences directes ou indirectes qui pourront résulter d'une attaque des flottes ou d'un bombardement, la nation qui, en pleine paix, aura lancé le premier boulet sur la paisible ville d'Alexandrie, au mépris du droit des gens et des lois de la guerre. »

de l'envoyé du Sultan, pour pourvoir aux mesures nécessaires en cas de continuation de la lutte, décida qu'à la reprise du bombardement, les forts hisseraient le drapeau blanc afin de faire des ouvertures de paix, et que Toulbah pacha Ismat serait envoyé, le lendemain matin, pour dire à l'amiral que le gouvernement égyptien n'avait rien contre la Grande-Bretagne, que l'état de guerre n'était nullement justifié, ayant toujours tenu à honneur de sauvegarder les droits du gouvernement anglais et ceux de ses nationaux, et qu'enfin, l'Egypte désirait et n'avait cherché, à aucun moment, cette guerre. Le Conseil se sépara pendant la nuit et des instructions, dans ce sens, furent aussitôt données à tous les forts.

Dans la matinée du 12 juillet, vers 9 heures et demie, les navires continuèrent le bombardement de la ville malgré le drapeau blanc arboré et ne s'arrêtèrent qu'au vingt-cinquième ou trentième coup. Toulbah pacha se rencontra avec un envoyé de l'amiral et lui communiqua la décision du khédive et de ses ministres. La réponse de l'amiral ne se fit pas attendre; il demandait la reddition des trois forts d'El-Agemi, Mex, El-Arab pour y caserner les troupes britanniques et exigea une réponse favorable du khédive avant trois heures de l'après-midi; sinon il comptait les réduire au silence et en prendre possession de force.

Le délai devait expirer dans une heure et demie. Toulbah pacha se rendit en toute hâte à Ramleh, où je l'avais devancé avec le président du Conseil, et soumit au khédive la demande de l'amiral. Le Conseil des ministres, en présence du khédive, de Dervisch pacha et d'Ismaïl pacha Hakky, décida, à l'unanimité, d'en référer à Constantinople, le khédive n'ayant pas le droit d'aliéner une portion du territoire en faveur d'une puissance étrangère, et de communiquer cette décision à l'amiral par l'intermédiaire de Toulbah pacha. Mais celui-ci n'ayant pu arriver à temps, trouva au ministère de la marine un mot de l'envoyé de l'amiral annonçant l'expiration du délai et la reprise immédiate du bombardement.

D'autre part, le khédive me donna l'ordre d'envoyer des forces suffisantes pour défendre le fort d'El-Agemi et empêcher toute descente des troupes britanniques. J'expliquai

au khédive la difficulté de l'entreprise en raison de la rupture des communications entre le fort et la ville et l'absence d'abri sur ce terrain entièrement découvert et exposé à l'action de la flotte. Et le khédive, indigné, de s'écrier : « Pourquoi êtes-vous donc soldats, si vous êtes incapables de défendre votre territoire contre les soldats ennemis ? »

Après la séparation du Conseil, j'accompagnai son président, Ragheb pacha, jusqu'à sa maison au bord du canal Mahmoudieh en échangeant avec lui des réflexions au sujet de l'attitude du khédive et de sa crainte que le fort d'El-Agemi ne tombât entre les mains des Anglais. Toutefois, ce fut un sujet d'étonnement pour nous de voir le palais de Ramleh entouré de bandes armées d'Arabes, et cela à l'insu du ministère de la guerre. Nous étions d'autant plus intrigués de leur présence qu'il nous souvenait que le chef de la tribu « Aoulad Aly », avait été chargé par le khédive, par l'intermédiaire du gouverneur de Béhéra Ibrahim bey Tewfich, d'envoyer une dépêche en Europe, disant qu'il était hostile à l'armée égyptienne et qu'il saurait la mettre à la raison, si le khédive le voulait. Mais cet incident s'était produit à une époque antérieure à la constitution du ministère Ragheb.

Une heure après, le khédive nous manda chez lui et nous demanda les motifs de la présence inopinée de quatre escouades d'infanterie à Ramleh. Je répondis que je les ignorais, mais que, probablement, les soldats étaient venus renforcer la garde du palais (1). Sur quoi, le khédive répliqua qu'il n'en avait point besoin et que mieux valait pour eux, utiliser leurs services dans les rangs de l'armée.

(1) Arabi ignorait-il réellement les causes de l'envoi d'environ 400 fantassins pour faire cordon autour du palais? L'affirmative nous étonnerait; on sait que certains chefs révolutionnaires, voyant l'attitude douteuse de Tewfick et la présence inattendue de Bédouins armés, insistaient auprès d'Arabi pour qu'il provoquât le retour immédiat du khédive au Caire sous la garde des troupes égyptiennes. Arabi, dont le caractère était entaché de faiblesse et d'indécision, hésita à prendre parti et envoya, dit-on, les fantassins en question commandés par un certain Mohamed Monib, une créature du khédive. Broadley affirme que les 11 et 12 juillet furent deux jours d'inquiétudes pour le khédive et que ce fut seulement le 13 juillet, lorsque Monib lui jura fidélité, qu'il put goûter la tranquillité, et préparer sa fuite.

L'officier en chef interrogé m'informa que le commandant de son régiment, Soleiman bey Sami, lui avait donné l'ordre de renforcer la garde du palais. Je donnai contre-ordre à l'officier lui enjoignant de retourner à son régiment avec la troupe, leur présence à Ramleh n'étant pas jugée nécessaire.

En route pour Alexandrie, je rencontrai, près d'El-Bab El-Charky (la porte de l'est), une cohue de soldats et de gens civils, se dirigeant, pêle-mêle, vers le canal Mahmoudieh. Il y avait une telle poussée d'hommes, de femmes, d'enfants, au milieu des cris et des pleurs, que chacun, sans s'inquiéter le moins du monde du sort de son voisin, fût-il son enfant même, ne pensait qu'à se sauver. Je descendis de voiture et traversais à pied cette affluence jusqu'à El-Bad El-Charky. Le colonel Eid bey, qui commandait la place, m'expliqua alors que l'annonce du bombardement avait provoqué la débâcle de certaines troupes et la fuite désordonnée des habitants. Je gardai moi-même la sortie de cette porte et donnai des ordres sévères aux fins de maintenir la discipline dans l'armée. Le bruit courait, en même temps, que Soleiman bey Sami, encadré de soldats, cherchait à incendier la ville. Interrogé là-dessus, il affirma le néant de ces bruits, ajouta qu'il entendait simplement mettre le feu à des draps blancs que des soldats, arrêtés par lui, emportaient au cours de leur fuite. Je donnai ordre de conserver les draps et de les remettre à la préfecture après enquête.

J'étais en train d'exhorter les soldats à garder la ville et à donner le bon exemple aux *Arabes* et autres, qui s'en allaient en pillant — ce qui explique peut-être leur présence au palais de Ramleh — lorsque arrivèrent Hassan El-Chereï pacha, Soleiman Abaza pacha, et les deux chefs de garde du khédive, Hussein bey El-Turc et Mohyee Eddin effendi, et Dervisch pacha. Ils s'enquirent, à mon grand étonnement, des causes qui avaient poussé la cavalerie et l'infanterie à rester sous les armes autour du palais de Ramleh. Je chargeai immédiatement Toulbah pacha Ismat de les éloigner du palais, qu'elles devaient, selon les instructions données par Soleiman bey Sami protéger contre l'arrivée éventuelle des navires de guerre anglais. Le khédive nous en remercia.

La flotte britannique s'étant dirigée vers le fort d'El-Bab El-Charky pour nous couper toute retraite, je résolus d'éta-

blir notre ligne de défense derrière le canal Mahmoudieh et de concentrer en cet endroit toutes les forces disponibles, sous le commandement d'Eïd bey et de Soleiman bey. J'arrivai là, après la chute du jour, et choisis la position où soldats et officiers devaient affluer lentement à cause de l'encombrement des routes bordant le canal par l'exode des Alexandrins.

Le matin du jeudi 13 juillet, le tiers des troupes était à peine arrivé; la plupart se dirigeaient vers des positions plutôt avancées jugeant, sans doute, la nouvelle position peu favorable à la défense, comme étant à la portée des canons de la flotte. Nous avançâmes donc jusqu'à Enzbet Khorched, à cinq kilomètres au sud de la station de Milahah, et là, la moitié des troupes se fixa pendant toute la journée.

Le même jour (13 juillet), des trains spéciaux arrivèrent à Ramleh pour ramener au Caire le khédivé et le personnel de la Cour; ils retournèrent vides, le khédivé s'étant rendu avec sa famille à Alexandrie sous la garde d'une escorte britannique (1).

Le vendredi 14, je continuai la marche jusqu'à Ezbet King Osman où campèrent finalement les troupes; on commença aussitôt à ériger des travaux de défense et des fortifications.



Le 11 juillet 1882, jour du bombardement d'Alexandrie, le président du Conseil avait annoncé, par dépêche, à toutes les administrations de l'Etat que l'état de guerre entraînait la proclamation de l'état de siège. Le Conseil de guerre, formé en conséquence, devait statuer sur le cas de défection du khédivé. S'étant rendu à Alexandrie après l'évacuation de la

(1) Le khédivé, pour donner le change, monta, avec le ministère, le représentant du Sultan et le personnel de la Cour, dans le train spécial qui devait le ramener au Caire. Seulement, il prit la direction d'Alexandrie, forçant ainsi son président du Conseil, par exemple, Ragheb pacha, à accepter une situation inévitable et donner à l'action du khédivé un air de légalité. Néanmoins, Ragheb pacha resta, pendant la guerre, fidèle à la cause nationale. Quant à Dervisch pacha, le représentant du Sultan, il parvint à faire la traversée de la Méditerranée et retourner à Constantinople malgré la surveillance de la flotte britannique.

population, il était ou bien prisonnier ou bien transfuge, impuissant dans les deux cas à assumer le gouvernement du pays. Celui-ci ne pouvait rester sans souverain, conformément aux lois de l'Islam. Aussi m'empressai-je de télégraphier à Yacoub pacha Sami, sous-secrétaire d'Etat à la guerre, pour soumettre la question au Conseil. La Porte en fut, en même temps, avisée.

Le 17 juillet, je reçus du khédivé un télégramme où il rejetait sur moi la responsabilité de la guerre en alléguant la mise en état des forts continuée sans cesse; il m'informa de la conclusion de la paix et de la nécessité de ma présence pour en discuter les conditions avec lui. J'acquis alors la conviction qu'il était prisonnier des Anglais et chargé de m'adresser des invites pour provoquer mon arrestation. Je répondis à Son Altesse que sa défection avait produit partout une pénible impression, la priant en vain de me communiquer la teneur des conditions proposées, afin que j'en prisse connaissance avant mon départ. Le khédivé ne donna pas suite à ma réponse et continua, avec l'aide du président du Conseil, à envoyer dans tout le pays, l'ordre de cesser les préparatifs de guerre, sous prétexte que la paix était signée, ce qui ne manqua naturellement pas de provoquer un certain ralentissement dans l'organisation générale de la défense.

J'écrivis à Yacoub pacha d'inviter le Conseil de guerre à se prononcer sur la conduite du khédivé et de lui faire savoir que des escarmouches continuaient sans arrêt entre les avant-gardes des deux armées et que, par conséquent, la paix n'était pas faite. Je demandai aux autorités des provinces de subvenir sans retard aux besoins de l'armée et de ne faire aucun cas de tout ordre qui n'émanerait pas directement de moi.

Le Conseil se réunit au ministère de l'intérieur avec la participation des sous-secrétaires d'Etat, des chefs des différents services du gouvernement, des ulémas, des notables, dans le dessein d'étudier les mesures de salut public. Il décida l'envoi à Alexandrie d'une délégation formée d'Aly pacha Mobarek, de Raouf pacha, de Cheikh Aly Naïel et d'Ahmed bey El-Sioufy pour examiner sur place la situation et solliciter le retour du khédivé au Caire, capitale du pays. En cas de refus, la preuve serait établie que, retenu de

force sous la garde des soldats ennemis, il n'était pas libre de ses mouvements. Lors de son retour, la délégation, moins deux membres, Aly pacha Mobarek et Ahmed bey El-Sioufy (1), retenus par le khédive, passa par Kafr-el-Dawar et m'exposa la situation : Le khédive qui trompe les Musulmans et se réclame injustement de l'Islam, était, disait-on, aussi bien que ses compagnons, prisonnier de la volonté britannique, aucun d'eux ne pouvait sortir de la ville sans un sauf-conduit délivré par les autorités britanniques. On me communiqua un manifeste daté du 4 Ramadan (20 juillet 1882), et portant la signature du khédive, qui annonçait ma révocation, alléguant mon refus d'exécuter son ordre d'envoyer des troupes pour empêcher la descente des Anglais du côté du fort d'El-Agemi, et me faisant un grief d'avoir abandonné la ville d'Alexandrie sans raison plausible, et concentré les forces à Kafr-el-Dawar.

Il se tint ensuite, au Caire, un grand Conseil national qui réunit plus de cinq cents représentants, dont trois princes, le cheikh El-Islam, le Kadi, le Mufti, Sayed El-Bakry, le patriarche Copte, des ulémas, des prêtres, des rabbins, les chefs des administrations publiques, les mudirs (gouverneurs des provinces), des juges, des députés, des notables, des commerçants, des personnages de la Cour. Le khédive s'étant mis, par sa conduite, « hors la loi », le Conseil décida, à l'unanimité, de considérer son pouvoir comme nul et non-avenu, de me charger d'assumer la défense du pays, et d'en aviser officiellement le Sultan. On constitua, en même temps, un Conseil administratif permanent dont firent partie S. E. Boutros pacha, Hussein pacha, Yacoub pacha Sami, Ahmed pacha Nachâat, directeur de la daïra. Ce fut une sorte de comité de salut public, créé pour veiller à l'ordre et à l'organisation de la défense à l'intérieur du pays.

Il est à remarquer que je n'avais aucune voix au Conseil, que cette guerre était, comme je viens de le prouver, légale

(1) Ahmed bey El-Sioufy était un notable commerçant. Quant à Aly pacha Mobarek, tour à tour ministre de l'Instruction et ministre des Travaux publics depuis le règne d'Ismaïl, il contribua, dans une large mesure, par son zèle infatigable à la renaissance égyptienne.

et légitime, dans toutes ses phases multiples et successives, depuis la décision du Conseil des ministres, présidé par le khédivé en personne, jusqu'à la décision suprême du Conseil national qui me conféra le titre de « défenseur du territoire égyptien », et déclara illégale l'autorité du khédivé qui m'avait, entre temps, révoqué et avait épousé la cause de l'ennemi.

Selon l'esprit de l'Islam, le *Gihad* signifie: engager sa vie, son bien ou ses opinions dans une lutte sacrée. La nation égyptienne a fait, à cet égard, son devoir envers la patrie. Tous les Egyptiens, sans distinction de classe ou de croyance, ont offert spontanément leurs vies et leurs biens pour défendre le pays et sauvegarder son honneur (1). D'aucuns ont fait don de tous leurs biens, d'autres de trente chevaux et de 3.000 *ardads* de blé. Tous les détails de ces donations dont certaines émanaient des daïras de la famille khédiviale — se trouvent dans les dépêches adressées par la population des provinces soit au ministre de la Guerre, soit au haut commandement à Kafr-el-Dawar. Le mouvement fut, à tel point, spontané que, dans l'espace de trente jours, on enrôla environ cent mille soldats dont un grand nombre de volontaires et d'Arabes, on constitua de grands dépôts de munitions, on réunit huit mille chevaux ou mulets, quatre mille chameaux, et une certaine somme d'argent sans la moindre pression de la part des autorités, — fait sans précédent dans les annales de l'Egypte depuis l'avènement de l'Islam.

En outre, toutes les notabilités du pays affluaient sans cesse à Kafr-el-Dawar, et aussi à Ras-el-Ouadi et nous faisaient part de leur opinion quant à la façon de mener à bien l'œuvre de délivrance: De deux choses l'une, ou bien toute la nation égyptienne, sans distinction de classe ou de croyance, était rebelle, ou bien elle menait la guerre du droit.

(1) Nombre de princes et de princesses de la famille khédivale soutenaient la cause d'Arabi. Dans une lettre adressée au commandant en chef à Kafr-el-Dawar, le prince Ibrahim disait: « Je vous envoie de tout cœur mes remerciements pour la sollicitude dont vous faites preuve à l'égard de notre pays qui nous est si cher. Je me réjouis à l'idée que les hommes de notre pays se sont dévoués pour le défendre contre l'ennemi. »

*
**

Arrivés à Kafr-el-Dawar, nous trouvâmes la racaille des Arabes en train de piller et de voler les réfugiés d'Alexandrie et les habitants des communes voisines. Tout le pays s'était ému de leur présence. Selon un télégramme de la préfecture, ils menaçaient même la campagne limitrophe du chef-lieu de la province, Damanhour. Ils assassinèrent un Copte et sa femme qui laissaient un pauvre petit enfant dont le souvenir m'attriste. Immédiatement, je donnai ordre d'arrêter les coupables; j'envoyai, en toute hâte, une troupe de soldats réguliers et d'Arabes pour maintenir l'ordre et la sécurité dans la province. Je demandai, d'autre part, au Conseil du Caire, de révoquer le préfet de cette province, qui — le fait a été établi — avait donné aux Arabes des instructions les incitant à commettre le pillage, aussitôt la guerre déclarée, dans le dessein de provoquer la dispersion, et, partant, l'affaiblissement de nos forces. Aussi fut-il arrêté et envoyé, sous escorte, au Caire où le Conseil administratif procéda à son interrogatoire. Quant aux chefs arabes, ils n'ont pas, à vrai dire, obéi à ces ordres contraires à l'humanité, mais la nouvelle ébruitée excita les éléments arabes interlopes à cette action répréhensible; nombre d'entre eux furent pris en flagrant délit et envoyés, de même, au Conseil qui leur infligea la peine de prison. Ainsi, grâce à la vigilance des soldats dans les diverses parties de la province de Dakahlia l'ordre fut rétabli et les esprits furent rassérénés. Témoin M. Ibrahim, un Israélite européen qui possédait des propriétés à Berket Ghattas.

Il se produisit également à Tanta, chef-lieu de la province de Gharbia, une agitation analogue provoquée par les réfugiés d'Alexandrie et entraînant la mort de quelques Européens. Ibrahim pacha Adham, gouverneur de la province, fut diligemment envoyé au Caire et jugé par le Conseil. D'autre part, des détachements d'infanterie et de cavalerie ne tardèrent pas à assurer l'ordre dans les principales villes du département.

Entre temps, j'avais adressé une circulaire à toutes les provinces, recommandant aux autorités de veiller à la sécurité des Européens, nos frères dans la commune humanité,

et de faire la distinction entre les soldats anglais qui nous font la guerre et les résidents anglais à qui nous devons aide et protection, conformément aux traditions de l'Islam. Qu'on consulte, à ce sujet, les archives des diverses administrations; elles confirment abondamment nos dires: Même les Anglais qui désiraient partir pour Ismaïlia s'y rendaient sous la garde de soldats égyptiens désignés spécialement par l'autorité militaire. Témoins, M. Ferdinand de Lesseps, M. Masnou et M. Dion, consuls d'Italie et de France, à Zagazig.

Grâce à mes instructions, une atmosphère d'amitié et de mutuelle confiance se créa entre la population et les résidents étrangers, au point que nombre de commerçants européens revinrent d'Ismaïlia et de Port-Saïd au Caire. Leurs noms figurent sur une liste qui se trouve entre les mains du chef de la sûreté, Ibrahim bey Fawzy.

Quant aux réfugiés, ils furent répartis entre les différentes villes de l'intérieur où de riches familles leur vinrent en aide avec égards et générosité.

Les prisonniers anglais furent également l'objet de notre sollicitude. Au commencement d'août 1882, l'officier anglais Dadly De Chair fut fait prisonnier par le régiment d'Aboukir et dirigé par le commandant Khorchid pacha Taher sur Kafr-el-Dawar, puis, par moi, sur le Caire. Je recommandai aux autorités de lui accorder toutes les facilités. Il fut logé au palais destiné naguère à l'instruction des fils du khédive; sa mère, autorisée à correspondre librement avec lui, m'adressa une dépêche de remerciements. D'autres officiers, prisonniers de guerre, n'eurent qu'à se louer de notre traitement.

Il n'est que juste de demander à ceux qui nous accusent gratuitement de sauvagerie, pourquoi l'on se refuse à nous traiter de même, maintenant que notre sort est entre les mains de la Grande-Bretagne, cette grande puissance qui respecte la dignité et l'honneur? Pourquoi nous a-t-on jetés en prison et réduits à cette condition tant souhaitée par notre adversaire (1), qui était, au même titre que nous, en

(1) L'adversaire, c'est le khédive Tewfik.

guerre avec les Anglais? C'est aux amis de l'humanité, aux défenseurs de ses droits que nous faisons appel pour obtenir un jugement équitable.

Mon attitude envers les œuvres d'utilité publique était toujours empreinte de respect et d'attention, comme il ressort clairement des dépêches échangées entre M. de Lesseps et moi au sujet du respect de la neutralité du canal de Suez. Ce fut seulement lorsque les navires de guerre ennemis y firent leur apparition et bombardèrent le village de Neficheh que j'informai M. de Lesseps de la nécessité où nous nous trouvions — nécessité, du reste, admise par les lois de la guerre — de nous défendre du côté du canal. Et M. de Lesseps de nous autoriser à agir selon ces lois. Je donnai ordre au commandant du régiment de l'est, Rachid pacha Husny, et à l'ingénieur en chef des fortifications, Mahmoud pacha Fahmy, de bloquer le canal d'eau douce et le canal de Suez, si possible, en cas de force majeure. Il suffit de lire la correspondance de M. de Lesseps avec son fils et sa femme pour se rendre compte de notre respect pour la neutralité du canal où, malgré la déclaration de guerre, nous favorisâmes, comme en temps de paix, la circulation des bateaux affectés au service postal dans l'intérêt du bien public (1).

Nous poussâmes même le scrupule jusqu'à nous interdire l'envoi du côté est d'une force militaire destinée à monter la garde sur le canal, car nous ne nous serions jamais attendus à la violation de la neutralité du canal par les Anglais.

C'est pourquoi cette région resta vulnérable, sans barrières ni forts pour la protéger. Les Anglais occupèrent Ismaïlia et en firent une base d'opérations au moment où les troupes égyptiennes commençaient à se fortifier à Mahsarah. Envoyées à leur rencontre, le 25 août, elles furent défaites par la cavalerie britannique, qui leur coupa toute retraite. L'ingénieur Mahmoud pacha Fahmy, ne voulant pas

(1) On trouvera dans Broadley le texte des dépêches adressées par Arabi à M. de Lesseps. On y lira également avec fruit une lettre que M. de Lesseps avait adressée à M. Blunt à ce sujet et dont il communiqua une copie à M. Broadley : « Mon seul but, disait M. de Lesseps, était la préservation de la neutralité du canal maritime — neutralité à laquelle Arabi resta toujours fidèle et la protection de la vie et de la propriété des Européens en Egypte. »

abandonner cette position importante, fut surpris et fait prisonnier par les Anglais.

Le jour même je laissai Toulbah pacha à Kraf-el-Dawar pour me rendre à Tel-el-Kébir, où je devais attendre l'arrivée de renforts du Caire, entre autres, le premier régiment d'infanterie, commandé par Aly pacha Fahmy.

Les Egyptiens établissaient, en même temps, une ligne de défense garnie de fortifications et de barricades, entre Sathieh et Gebel Etahah, en passant par Tel-el-Kébir et Dar-el-Baïdai, afin de pouvoir opposer une résistance sans grandes pertes, comme à Kafr-el-Dawar.

Toutefois, lors des deux attaques qui se produisirent aux environs du pont de Kassassine où les deux armées en présence firent preuve de courage et de fermeté, S. E. Rachid pacha Husny et Aly pacha Fahmy, blessés et mis hors combat, furent envoyés au Caire et remplacés par Aly pacha El-Rouby.

Ce n'est pas tout. Avant d'achever la consolidation de nos positions de défense sur la ligne projetée, les troupes anglaises et indiennes, par une attaque brusquée à la pointe du jour nous obligèrent à soutenir tant bien que mal une lutte meurtrière de deux heures. La cavalerie ennemie, ayant réussi à se glisser derrière nos lignes, nous força à une retraite désordonnée qui précipita la défaite du mercredi 29 chawal 1299 de l'hégire, 13 septembre 1882.

Je pris alors, en toute hâte, poursuivi par la cavalerie anglaise, la direction de Belbeis où je recontraï Aly pacha El-Rouby. De là, le train nous mena au Caire où le Conseil était réuni au ministère de la Guerre. Il décida, sur la foi des déclarations anglaises que l'Angleterre ne poursuivait pas, par la guerre, la conquête de l'Egypte, d'abandonner la résistance et de s'en remettre entièrement aux sentiments d'humanité et de modération qui ont toujours guidé cette puissance. Sur quoi, je donnai ordre, le 14 septembre, à Rida pacha, commandant du régiment d'Abbassieh formé de 35.000 hommes, d'arborer le drapeau blanc lors de l'arrivée de l'armée anglaise au Caire et de l'informer de la fin de l'état de guerre pour épargner au pays la dévastation et la ruine.

Vers le soir la cavalerie britannique arriva et, en exécution de mes ordres, le drapeau blanc fut arboré. Rida pacha, suivi d'Ibrahim bey Fawzi, chef de la sûreté, et une délégation du Conseil, eurent une entrevue avec le général Lowe. Puis, à la demande du général, Toulbah pacha, Aly bey Youssef, commandant du régiment de la citadelle, et moi, allâmes le voir. Il nous demanda si nous voulions nous constituer prisonniers de l'armée britannique; nous répondîmes par l'affirmative sous condition d'être traités conformément aux lois de l'honneur britannique. Nous remîmes nos sabres au général Lowe, agissant au nom du général en chef Wolseley, en faisant remarquer que, pour éviter toute effusion de sang inutile, nous cessions la résistance malgré la présence de 35.000 soldats à Abbassieh et d'une force égale à Kafr-el-Dawar, à Rosette, à Damiette.

Passé trois jours, on nous confia à la garde du colonel Tin jusqu'au 4 octobre, et aux autorités égyptiennes à partir du 5 octobre. Celles-ci m'enfermèrent seul dans un cachot loin de mon ami Toulbah pacha. Le geôlier autorisa mon domestique à m'apporter une couverture et un tapis, mais rien de plus.

Je ne tardai pas ensuite à recevoir la visite du sous-officier chargé de fouiller et de maltraiter les prisonniers; il me prit tous mes papiers personnels pour les remettre au Conseil d'enquête chargé d'instruire mon procès.

Certaines personnes de la Cour, dont Osman bey Rifâat et Hussein effendi Fawzi, pénétrèrent, à leur tour, dans ma chambre. L'une d'elles, un eunuque turc, me fouilla à nouveau brutalement, m'enleva de force des amulettes que je gardais sous la chemise pour protéger mes enfants contre les maladies de crises de nerfs.

Une heure après, je vis arriver Bichara Takla (1), rédac-

(1) D'après John Ninet — *Arabi pacha* — le journal *Al-Ahram* était entièrement dévoué au contrôle. « Aussi, son rédacteur, M. Takla, syrien maronite, se montra-t-il sévère à l'endroit de l'honorable baron de Ring, lorsque les « colonels séditieux » apparurent à l'horizon.

« Riaz et son régime s'écroulèrent. Le journal resta debout, mais il changea de couleur. Pendant les événements, après le 11 juin, M. Tekla préféra les environs de Beyrouth aux rues d'Alexandrie. Il revint avec les Anglais, et ayant trouvé une imprimerie d'occasion, il reprit les *Pyramides*, et insulta, à tant la ligne, les nationalistes; »

Nous citons cette opinion à titre documentaire. Nous ne sommes pas en mesure, toutefois, de la confirmer ou de l'infirmer.

leur d'*Al Ahram*, qui, pensais-je, venait nous réconforter dans l'adversité, lui qui, avant la guerre, jurait sur son honneur et sur sa religion qu'il était des nôtres, lui qui passait jadis pour être un ardent ami de la liberté, digne de respect et de confiance. Il venait, au contraire, étaler son insolence et me dire d'un ton acerbe : « Eh bien ! qu'as-tu fait, Arabi ? Regarde maintenant ce que tu es. » Je refusai de répondre à cet homme à double face, sans dignité et sans honneur.

Une nouvelle poignée de courtisans turcs vint fouiller la chambre dans tous les sens et dut s'en aller les mains vides. Bien mieux : Pendant la nuit du 9 octobre, vers huit heures et demie, j'étais tout à fait endormi, lorsque la porte s'ouvrit violemment. Une dizaine de personnes arrivèrent tout à coup ; l'une d'elles, que je ne pouvais reconnaître dans l'obscurité, me cria d'une voix rauque : « Arabi, me connais-tu ? » Je crus un instant qu'il venait m'assassiner, mais, revenu à moi, je répondis avec calme : « Non ! Que me veux-tu ? » — « Je suis Ibrahim Agha », dit-il et il se répandit en invectives contre moi, me traitant de chien, de cochon. C'était, en effet, le fameux Ibrahim Agha, le toutouji (porteur de pipes de Son Altesse), qui s'était enfui en Syrie, à la suite du vol des bijoux au palais du khédive, pour se soustraire à l'enquête.

Me voilà maintenant traqué comme une bête fauve dans une geôle obscure, sans lumière. Mon domestique, quand il m'apporte mes repas, n'est pas autorisé à me voir. D'autre part, toutes les prisons, à l'heure qu'il est, en province, au Caire, et à Alexandrie, regorgent de prisonniers de tout rang : ulémas, députés, notables, commerçants, maires de communes. Certes, comme le disait jadis un député, seule ma présence assurait l'existence de la Chambre et la liberté du pays qu'on cherche à asservir.

Par une ironie du sort, le khédive qui, le premier, provoqua l'arrivée des flottes et nous exhorta à repousser l'invasion avec un zèle trop grand, il est vrai, pour être sincère, se joignit à nos ennemis qui continuèrent la guerre en son nom.

Partout les soldats britanniques — chose qu'il ne faut pas oublier — furent considérés comme les soldats du khé-

diver et l'armée égyptienne passa pour rebelle. Le khédive faisait distribuer des manifestes où il proclamait solennellement que les Anglais ne visaient point la conquête de l'Égypte.

L'armée égyptienne rebelle ! Qu'on nous dise alors pourquoi les prisons sont remplies de tant de citoyens, de députés et de notables de toutes les classes ? ! Et qu'on nous dise aussi, puisque l'armée et le reste de la nation, fait évident, communiaient dans un même sentiment, une même idée : la défense d'une cause juste, pourquoi cette puissance qui, la première, jeta les fondements du droit et de la liberté, se met-elle à l'encontre de la volonté d'une nation opprimée, en faveur d'un seul qui, du point de vue de l'Islam, n'a plus le droit de régner sur elle !

Comment l'Angleterre put-elle tolérer cette situation, elle qui respecte les coutumes et la religion de chaque pays ? L'Égypte n'était pas, en fait, en état de guerre avec la Grande-Bretagne, mais en état de légitime défense pour la sauvegarde de ses libertés, avec l'espoir, toutefois, qu'aussitôt mise au courant de la situation réelle en Égypte elle ferait justice aux Égyptiens et respecterait leurs droits.

La vérité, je le répète maintenant, est que je ne suis pas rebelle. J'avais répondu à l'appel de la nation égyptienne dressée comme un seul homme pour délivrer le pays de l'esclavage, sans porter la moindre atteinte aux lois de l'honneur. Je ne me proposais aucun but personnel, comme d'aucuns veulent l'insinuer : J'étais chargé de la défense du pays par Sa Majesté le Sultan qui avait eu la preuve de ma sincérité et de la mauvaise foi du khédive. Deux lettres — que je possède encore — reçues de Sa Majesté, par l'intermédiaire du Cheikh Mohammed Zafer et Aly pacha Rateb, deux personnages de la Cour du Sultan, attestent la véracité de mes dires (1).

(1) Le Sultan qui, comme on le sait, se laissa influencer par Lord Dufferin et déclara Arabi rebelle, était le premier à encourager Arabi à résister à l'ingérence étrangère et à sauvegarder les droits de l'Égypte. Son point de vue est exposé dans une de ces deux lettres curieuses auxquelles fait allusion Arabi et que publie M. Blunt dans

En outre, j'avais été mis à la tête de l'armée égyptienne pour la défense du territoire, de par la volonté expresse du khédive et de son ministère d'abord, et de par celle de la nation ensuite.

Tant de faits proclament mon innocence et confirment la justice de ma cause.

*
**

Je prie maintenant mes défenseurs, M. Broadley et M. Napier, M. Blunt et ses dignes amis qui ont le sentiment de l'honneur britannique, de bien vouloir prendre en considération ce mémoire que j'ai rédigé, avec le seul souci de l'exactitude, ne cherchant à établir sur les derniers événements que la vérité, rien que la vérité.

16 El-Higgah 1299 de l'hégire, 29 octobre 1882.

Vu, le 19 mai 1924,
*Le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université
de Paris,*
Signé : F. BRUNOT.

Vu, et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Recteur :
L'Inspecteur de l'Académie,

son *Secret History*. Il n'est pas sans intérêt d'en donner ici un extrait :
« Etant donné que Sa Majesté met la plus grande confiance en Ahmed pacha (Rateb), Sa Majesté me charge de vous dire qu'Elle se fie à vous. Vous considérant comme un homme d'une haute intégrité, digne de confiance, Sa Majesté vous demande, avant tout, d'empêcher que l'Egypte ne tombe entre les mains des étrangers, et de se garder bien de leur fournir aucun prétexte d'intervention.

« Et, à titre tout à fait confidentiel, je vous informe que le Sultan n'a pas confiance en Ismail, ni en Halim ou Tewfik, Mais l'homme qui songe à l'avenir de l'Egypte et consolide les liens qui la rattache au Califat; qui assure l'autorité indépendante de Sa Majesté à Constantinople et ailleurs; qui est versé dans les intrigues et les machinations de nos ennemis européens; qui surveillera leurs faits et gestes; l'homme qui remplit ces conditions aura la faveur et la sollicitude de notre Seigneur le Sultan. »

Evidemment, le Sultan ne pense qu'à ses intérêts et veut très habilement se servir de la religion pour river l'Egypte aux chaînes du Califat, c'est-à-dire de la Turquie suzeraine.

ASSOCIATION
LINOTYPE

23, RUE TURGOT, 23

PARIS (IX^e)